CATALOGUE DE LA LIBRAIRIE DU MONDE LIBERTAIRE (2e PARTIE)

CIRA

ISSN 0026-9433

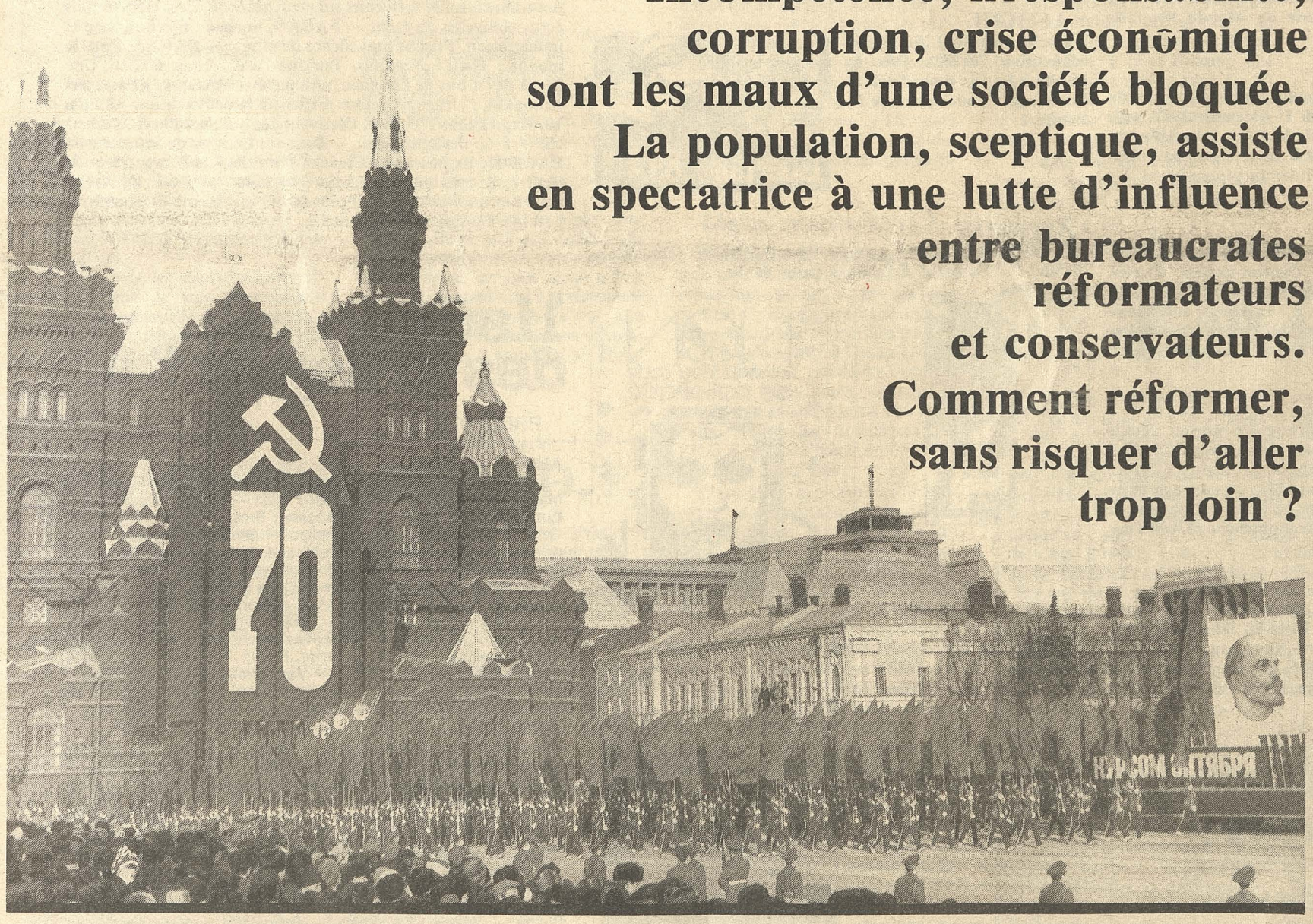
T2137 - 683 - 10,00 F
3792137010003 06830

le monde hebdo libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE adhérente à l'I.F.A. N°683 JEUDI 26 NOVEMBRE 1987 10,00 F

U.R.S.S. : 70 ans, l'âge du lifting.

Incompétence, irresponsabilité, corruption, crise économique sont les maux d'une société bloquée. La population, sceptique, assiste en spectatrice à une lutte d'influence entre bureaucrates réformateurs et conservateurs. Comment réformer, sans risquer d'aller trop loin ?



Il était une fois... la réforme

« *Qu'est-ce qui bouge le plus en U.R.S.S. ? les lèvres de Gorbatchev !* » Pourtant le profil grec de Gorba semble ajouter à son charme slave pour séduire les midinettes occidentales. Comment interpréter les remaniements dans l'appareil, l'éventuel retrait des troupes d'Afghanistan, les possibilités d'accord sur la destruction de missiles, le début de la reconnaissance de l'artisanat, des marchés parallèles ! Poudre aux yeux, ou changement réel (1) ?

En fait, on assiste actuellement, en Union Soviétique, à une tentative désespérée de destruction de l'actuel système, fait de féodalisme, d'irresponsabilité, de corruption, sans trop savoir par quoi le remplacer. Aussi bien l'économie que le parti et l'Etat sont asphyxiés par l'incompétence de gens ne devant leur poste qu'à certains apparatchiks, dont-ils sont aussi les débiteurs et qu'ils soutiennent aveuglément. Ils s'angoissent à l'idée que toute évolution, qui les rendrait inutiles, menacerait leurs privilèges et leur emploi ! Les yeux pudiquement baissés sur leur nombril inconsistant, ils ne s'aperçoivent pas à quel point la crise est profonde et l'effondrement menace.

C'est ainsi que dans n'importe quel pays, dans n'importe quelle institution, tout appareil bureaucratique comporte les mêmes caractéristiques : tenter de s'élargir et de s'allier le plus de gens possible, s'opposer de toutes ses forces à tout changement. Quiconque en Union soviétique désire procéder à des innovations ne peut utiliser le vieil appareil, mais comment en créer un nouveau qui éviterait les mêmes erreurs ? On frise l'utopie...

Les hauts responsables sont conscients du risque d'un proche effondrement, mais beaucoup se refusent à en tirer les conséquences, par crainte de perdre une parcelle de pouvoir.

(Lire la suite page 3.)

UNIVERSITÉ
Le 26 novembre, les étudiants manifestent à Paris. Près d'un an après le retrait du projet Devaquet, quelles sont les conditions d'enseignement ?
Page 4

COMATEC
Le métro parisien est sale, *mais on licencie* des travailleurs et on se remplit les poches.
Page 5

URUGUAY
Retour difficile de la démocratie : impunité des tortionnaires et incarcération de militants ouvriers...
Page 9

IMMIGRATION
Tandis que S.O.S.-Racisme semble détenir le monopole de l'antiracisme, des associations luttent dans l'ombre
Page 7

communiqués

• BOURGOIN-JALLIEU

Le groupe de la Fédération anarchiste et le collectif anarchiste de Bourgoin organisent un concert le vendredi 4 décembre, à 20 h 30, à la Maison de quartier de Champ-Fleuri ; avec Véronique Bestel, chanteur et compositeur. Entrée : 5 F (une table de presse sera organisée).

• LILLE

La librairie du Centre culturel libertaire Benoît-Broutchoux vous offre un choix très large de livres, de brochures, de revues, de journaux, de badges, d'autocollants et de posters (antimilitaristes, éducation, mouvement ouvrier, économie, immigration, international, écologie, etc.). Elle est ouverte, ainsi que la bibliothèque de prêt et le service de documentation, le mardi de 19 h à 20 h et le samedi de 15 h à 19 h. Le centre est situé, 1-2, rue Denis-du-Péage, à Lille (M° Fives ou bus n° 7 [arrêt Ferrer]). Vous pouvez téléphoner au : 20.47.62.65. Contact sur minitel (tél. : 20.91.12.37) code « C. CULT. LIB. ».

• LILLE

Programme du Centre culturel libertaire (1-2, rue Denis-du-Pèage) :

• samedi 28 novembre, forum et animation vidéo autour du thème « Cinéma et tiers monde », avec la participation de Louisette Fareniaux, professeur de filmologie à l'Université de Lille III ;

• samedi 12 décembre, « Antipsychiatrie et éducation libertaire » avec Jean-Marc Raynaud, auteur de « T'are ta gueule à la révo, dires et agirs d'éducation libertaire », et Claude Sigala, animateur du Coral et auteur de nombreux ouvrages consacrés aux lieux de vie.

Ces animations auront lieu de 15 h à 19 h, 1-2, rue Denis-du-Péage, 59800 Lille (tél. : 20.47.62.65), M° Fives (la librairie, la bibliothèque et le service de documentation sont ouverts tous les samedis aux mêmes heures).

• NANTES

Une liaison est en formation à Nantes. Les anarchistes de la région qui désirent entrer en contact avec celle-ci peuvent écrire aux Relations intérieures à : Librairie du Monde libertaire (R.I.), 145, rue Amelot, 75011 Paris.

• MELUN

Une réunion-débat, à laquelle est invité un représentant du F.L.N.K.S., sera organisée le vendredi 11 décembre 1987, salle Fenez, 221, rue du Vercors (à côté de la M.J.C.), à Le Mée-sur-Seine (77) à 20 h 30. S.E.M.A.P.H.O.R.E. et le groupe Louis-Lecoin invite ceux qui soutiennent la lutte du peuple kanak à y participer.

• CRÉTEIL

Le groupe de Créteil organise un gala le samedi 5 décembre 1987, à partir de 14 h, 113, avenue du Général-Leclerc (Créteil Village), métro Créteil-Préfecture. La partie spectacle sera assurée par Alain Aurenche et Joël Olivier, il y aura aussi des expositions, une table ronde, un buffet et un film. Vous pouvez retirer vos invitations à la librairie du Monde libertaire (la participation aux frais est de 40 F).

• BROCHES

Le groupe de la région toulonnaise diffuse des broches : étoile noire ; étoile noire et rouge ; deux mains brisant un fusil (12 F l'unité et 8,50 F à partie de 10 exemplaires). Chèques à l'ordre du numéro de compte 2 724 28 G Marseille (sans aucune autre mention), le port est compris. Adresser à : Centre d'étude et de culture libertaire, immeuble Lamer, rue Montébélio, 83000 Toulon.

• FEUILLE

Le groupe « Humeurs noires » vient d'éditer une feuille d'expression libertaire : « Graffiti ». Lisez-la, faites-la connaître, affichez-la... Vous êtes intéressés ? Nous pouvons vous la faire parvenir régulièrement pour 30 F par an (5 numéros). Contactez-nous : B.P. 79, 59370 Mons-en-Barœul.

Abonnez vous !

LE MONDE LIBERTAIRE
Rédaction-Administration
145, rue Amelot, 75011 Paris, tél. : (16) 1.48.05.34.08.

TARIF	France	Sous pli fermé	Etranger
3 mois, 13 n°	85 F	155 F	120 F
6 mois, 25 n°	155 F	290 F	230 F
1 an, 50 n°	300 F	570 F	420 F

Abonnement de soutien : 350 F Règlement à l'ordre de Publico

BULLETIN D'ABONNEMENT
à retourner au 145, rue Amelot, 75011 Paris (France).

Nom..... Prénom.....
N°..... Rue.....
Code postal..... Ville.....
A partir du n°.....(inclus) Pays.....

Abonnement ○ Chèque postal ○ Réabonnement ○ Chèque bancaire ○ Abonnement de soutien ○ Mandat-lettre ○
Règlement à joindre au bulletin
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande et **4 F** en timbres poste

éditions

• « ALTERNATIVE LIBERTAIRE 49 »

Le numéro 12 d'« Alternative libertaire 49 », journal édité par le groupe F.A. d'Angers est sorti. On peut se le procurer contre 2,20 F en timbres, ou mieux s'abonner pour 4 numéros (30 F, les chèques sont à adresser à l'ordre de A.D.E.I.R., « Alternative libertaire 49 », 8, rue Buffon, 49000 Angers.

• « CONTRE VENTS ET MARÉES »

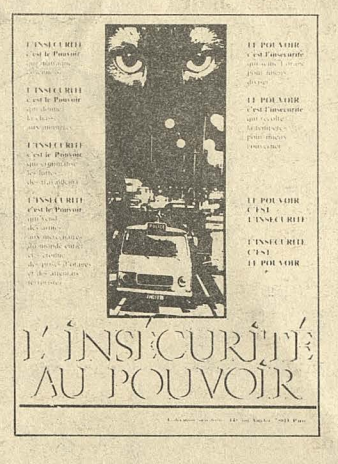
Le numéro 43 de « Contre Vents et marées » du groupe de Bourgoin vient de sortir, on peut se le procurer au prix de 2 F le numéro (l'abonnement est de 50 F).

• AFFICHE

Affiche Radio-Libertaire (dimension 70x102). Prix à l'unité 5 F, prix pour dix 2 F l'unité, prix pour cent 1,60 F l'unité.

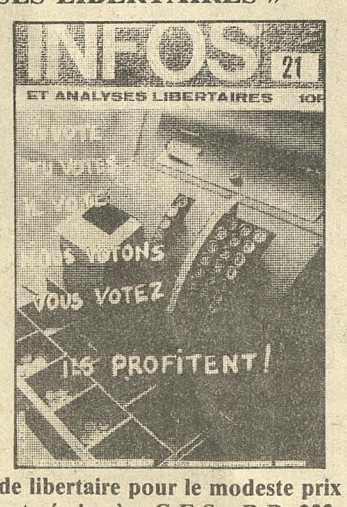
• AFFICHES

Affiches éditées par le groupe Fresnes-Antony (dimensions 70x50) : 5 F l'unité, 1 F l'unité à partir de dix.



• « INFOS ET ANALYSES LIBERTAIRES »

Le numéro 21 d'« Infos et analyses libertaires » vient de paraître. Un sommaire riche qui s'ouvre sur un édito « dur » comme les noyaux des privatisations. La loi, la langue, la politique, les fausses réponses apportées aux vrais problèmes du chômage, autant de questions abordées d'un point de vue libertaire. Des rubriques sur l'injustice, les livres, la musique branchée, de l'humour, une note de poésie et vous saurez à peu près tout sur ce nouvel « Infos et analyses libertaires ». Courrez vite vous le procurer à la librairie du Monde libertaire pour le modeste prix de 10 F. Pour tout abonnement, écrire à : C.E.S., B.P. 233, 66002 Perpignan cedex (50 F normal ; 60 F militant ; 75 F soutien).



• BOURGOIN-JALLIEU

Le groupe de la Fédération anarchiste et le collectif anarchiste de Bourgoin-Jallieu ont édité un briquet « Ni Dieu ni maître » (rouge sur fond noir) au prix de vente de 15 F. Pour toute commande : « Contre Courants », La Ladrière, Saint-Alban-de-Roche, 38300 Bourgoin-Jallieu.

• RADIO-LIBERTAIRE

Radio-Libertaire a édité une série de 27 badges hauts en couleur, en soutien à la station, au prix unitaire de 5 F et de 20 F les 5. A commander à la librairie du Monde libertaire (siège de Radio-Libertaire), 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Cycle de cours sur l'anarchisme

La commission propagande des Relations intérieures organise une série de neufs cours sur l'anarchisme. Ceux-ci aborderont les thèmes essentiels de la pensée anarchiste et seront l'occasion de discussions.

• 17 novembre : L'Etat.
• 24 novembre : Le fédéralisme libertaire.

Ces cours auront lieu le mardi à 20 h 30, au local du groupe Louise-Michel de la Fédération anarchiste, 10, rue Robert-Planquette, Paris 18e.

Fédération anarchiste

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, Paris 11e
Directeur de publication : Maurice Joyeux
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : Roto de Paris, 3, rue de l'Atlas, Paris 19e
Dépôt légal 44 149 — 1er trimestre 1977
Routage 205 — Publi Routage
Diffusion SAEM Transport Presse

sommaire

PAGE 2 : Informations des groupes de la Fédération anarchiste — **PAGE 3, Dans le monde :** Editorial, L'U.R.S.S. 70 ans après, Nouvelles du S.M.O.T. — **PAGE 4, Luttes :** En bref, Manifestation lycéenne, Actions étudiantes, Expulsions dans le XIXe, Assistantes sociales — **PAGE 5, Social :** C.O.M.A.T.E.C., Humeur, Santé — **PAGE 6, Société :** Le 11 novembre à Lille, Souvenirs sur Jean Maitron, Eric Hébert nous écrit, Nouvelles du front — **PAGE 7, Société :** Electoralisme et immigration, Prisons : un silence de plomb — **PAGE 8, Dans le monde :** Haïti : élections, Burkina-Faso : coup d'Etat, Une Ligue des droits de l'homme burkinabé — **PAGE 9, Info. internationales :** Uruguay, retour difficile à la démocratie — **PAGE 10, Expressions :** Traven, l'écrivain des hommes libres, Recherche Traven désespérément, « Zone » : l'envers de la société — **PAGE 11, Expressions :** Cinéma, Fanzine, Les Scraps, Note de lecture, Programmes de Radio-Libertaire — **PAGE 12, Archives :** Les nihilistes russes, Point de vue sur les nihilistes de Kropotkine, Bibliographie sommaire.

liste des groupes f.a.

PROVINCE

• GROUPES

Aisne : Anizy-le-Château — **Allier :** Moulins — **Ardèche :** Aubenas — **Bouches-du-Rhône :** Marseille — **Charente-Maritime :** Marennes/Rochefort — **Côte-d'Or :** Dijon — **Doubs :** Besançon — **Eure-et-Loire :** Chartres — **Finistère :** Brest — **Gard :** Groupe du Gard — **Haute-Garonne :** Toulouse — **Gironde :** Bordeaux (trois groupes) — **Ille-et-Vilaine :** Rennes — **Indre-et-Loire :** Tours — **Isère :** Bourgoin — **Loire :** Saint-Etienne — **Loiret :** Montargis — **Lot-et-Garonne :** Agen — **Maine-et-Loire :** Angers, Saumur — **Manche :** Cherbourg — **Moselle :** Metz — **Nord :** Lille (deux groupes), Dunkerque — **Oise :** Beauvais — **Orne :** Flers/La Ferté-Macé — **Pas-de-Calais :** Boulogne — **Pyrénées-Orientales :** Perpignan — **Seine-Maritime :** Dieppe, Le Havre, Rouen — **Somme :** Amiens — **Tarn-et-Garonne :** Montauban — **Var :** Groupe Région-toulonnaise — **Vendée :** Groupe libertaire de Vendée, La Roche-sur-Yon — **Vienne :** Poitiers — **Yonne :** Auxerre.

• LIAISONS

Alpes-Maritimes : Nice, Grasse — **Ardèche :** Tournon — **Ardennes :** Charleville-Mézières — **Aveyron :** Sainte-Affrique, Millau — **Bouches-du-Rhône :** Aix-en-Provence, Arles — **Charente :** Angoulême — **Charente-Maritime :** Saintes — **Cher :** Vierzon — **Corse :** Ajaccio, Bastia, Porto Vecchio — **Côtes-du-Nord :** Saint-Brieuc — **Doubs :** Pontarlier — **Gironde :** Saint-Médard-en-Jalles — **Hérault :** Béziers — **Ille-et-Vilaine :** Saint-Malo — **Isère :** Grenoble — **Jura :** Roche-lez-Beaupré — **Loir-et-Cher :** Blois — **Mayenne :** Laval — **Morbihan :** liaison du Morbihan — **Nord :** Douai — **Oise :** Noyon — **Bas-Rhin :** liaison du Bas-Rhin — **Haute-Saône :** liaison de la Haute-Saône — **Savoie :** Chambéry — **Tarn :** Albi — **Var :** Hyères, La Seyne-sur-Mer, Carcès, Draguignan — **Vosges :** liaison des Vosges.

RÉGION PARISIENNE

• GROUPES

Paris : quinze groupes répartis dans les arrondissements suivants : 1er, 5e, 9e, 10e, 11e, 12e, 13e, 14e, 15e, 16e, 17e, 18e, 19e, 20e.
Banlieue : Seine-et-Marne : Coulommiers, Chelles/Gagny/Neuilly-sur-Marne, Melun — **Yvelines :** Conflans-Sainte-Honorine, Versailles, Rambouillet — **Essonne :** Vallée de Chevreuse — **Hauts-de-Seine :** La Défense/Courbevoie/Nanterre/Puteaux, Villeneuve-la-Garenne/Saint-Ouen, Fresnes/Antony — **Seine-Saint-Denis :** Saint-Denis/Bobigny/Pantin/Aubervilliers, Sevran/Bondy — **Val-de-Marne :** Créteil — **Val-d'Oise :** Argenteuil/Colombes, Sarcelles.

Permanence du secrétariat aux relations intérieures :

le samedi, de 14 h 30 à 18 h,
145, rue Amelot, 75011 Paris (M° République)
Tél : (16.1) 48.05.34.08

U.R.S.S.

Il était une fois... la réforme

(Suite de la première page)

Gorbatchev est ses amis doivent tenter de naviguer entre Charybde et Scylla, ménager les conservateurs et les réformateurs. Ne s'en est-il pas pris récemment à ceux qui veulent accélérer le rythme des réformes ? N'a-t-on pas vu Boris Eltsine, responsable du parti à Moscou, démissionner après avoir déclaré que s'il s'agit de faire des réformes, il faut les amplifier, puis rentrer par la petite porte ?

La couche de la bureaucratie sur laquelle s'appuie Gorbatchev est constituée de gens plus jeunes, plus intelligents et mieux informés. C'est en fait la « jeunesse d'Andropov », dont-il tente de prolonger l'action. Ils ont des liens avec cette micro-société de 300 000 personnes que constitue le K.G.B., au sein de laquelle on peut tout critiquer, où il n'y a aucune limitation sur les informations. On y craint une explosion débouchant sur une effusion de sang que l'appareil répressif devrait assumer...

Mais comment s'y prendre ? Comment insuffler des brides de démocratie par des moyens dictatoriaux, faire des réformes mais pas trop importantes, au risque d'accélérer le chaos ? Tempête sous les crânes !

Un ours de papier ?

Une partie de l'armée est tentée d'appuyer ces tentatives réformatrices. Ainsi le maréchal Orgakov a déclenché une grande panique en déclarant que chaque arme occidentale est dix fois plus puissante et plus précise que l'arme soviétique correspondante. Les guerres du Liban et Tchad semblent confirmer ses dires.

Comment les militaires peuvent-ils accepter de voir leurs troupes d'élite s'embourber en Afghanistan face à des tribus désunies et mal armées ! Certes le désir de quitter des lieux aussi inhospitaliers est

Membres du conseil des représentants du S.M.O.T. : de gauche à droite Chukaev, Volokhonsky, Skobov (octobre 1987, Moscou).

grand, mais que faire des territoires anexés, comment partir la tête haute, en « vainqueurs ?

Tempête sous les képis, qui sont déjà bien encombrés par le problème de l'alcoolisme des appelés (la société « civile » comprenait 40% d'alcooliques dans sa population active, et 70% dans la population active masculine !) ; l'armée tente d'y faire face en augmentant les recrues originaires des républiques asiatiques dont la population musulmane ne boit pas. Mais ceux-ci sont atteints d'un autre mal, le nationalisme, certains allant même jusqu'au soutien actif à la résistance afghane ! C'est aujourd'hui que Napoléon aurait du faire sa campagne de russie, il aurait eu ses chances...

A tout hasard des recherches forcenées sont développées dans le domaine des armes chimiques et biologiques. Tant pis pour les accidents, tel celui de Sverdlovsk en 1977 (pudiquement ignoré par la presse), qui a vu de vilaines bactéries s'échapper et causer la mort de près de 200 personnes... De toute façon, pour remonter le moral des troupes, les microbes c'est pas suffisant...

Lénine, remet-nous ça ?

Et le panier de la ménagère dans tout ça ? Il existe une tentation de reproduire ce qui a été présenté comme l'« expérience hongroise ». Rappelons que c'est Andropov, alors ambassadeur d'Union soviétique à Budapest, qui l'avait inspirée. En effet, le politburo, désireux de tenter une expérience un peu nouvelle hors des frontières de l'U.R.S.S., avait alors donné carte blanche à Andropov.

C'est ainsi que certains « délices » du capitalisme tentèrent d'insuffler un peu de vie à un système économique bloqué : apparition du marché ; concurrence entre les entreprises ; salaire au mérite... Depuis, de nombreux journaux occidentaux, tout heureux de voir les Soviétiques nous rendre ainsi hommage, vantèrent ces innovations conduisant les Hongrois à être les plus « heureux » des hommes de l'Est... C'est bien vite oublier que l'acceptation du peuple y est « légèrement » facilitée par la présence de chars soviétiques. D'ailleurs la situation actuelle se traduit par une forte hausse des prix, du chômage, et des appels répétés à se serrer la ceinture y développent un mécontentement qu'on ne peut dissimuler.

Pourtant, il est urgent, dans tout le bloc de l'Est, de faire quelque chose. De nombreux exemples le montrent. Le dernier en date : à Brajov, seconde ville de Roumanie, des milliers d'ouvriers, rejoints par d'autres manifestants, ont pratiquement conquis toute la ville pour protestêr contre la crise économique et les risques de disette...

Certains parlent de la nécessité d'une « néo-N.E.P. ». Rappelons qu'en mars 1921, Lénine, affolé par les résultats du « communisme de guerre », avait écrit : « *le passage immédiat aux formes purement socialistes dépasse nos forces* ». Il avait alors mis en route une « *Novaja Ekonomitcheskaja Politika* ». Les mesures de l'époque (dénationalisation du commerce intérieur et des petites entreprises industrielles, remplacement de la réquisition des produits agricoles par un impôt en nature...) avaient eu pour résultat l'augmentation de la production agricole et industrielle. Mais, à cette époque, une partie de la population avait cru en ces réformes, alors qu'aujourd'hui le septicisme des Soviétiques est aussi grand que leur pays...

En effet tout se passe sur un fond de quasi totale passivité des masses, qui ne croient guère aux réformes, en tout cas à des réformes durables. Le passé éloigné et récent abonde de mesures prises à grand renfort de discours politiques, puis abandonnées par la suite. Un seul exemple : les paysans furent autorisés à posséder 4 ou 5 vaches, mais l'année suivante on leur interdit de faire du foin pour les nourrir l'hiver, car l'herbe était réservée pour le kolkhoze ! Un pas en avant, deux pas en arrière, un sur le côté : sans doute une danse du folklore russe...

Actuellement, Gorbatchev ne s'appuie que sur une partie de l'appareil. Il ne peut espérer intéresser réellement la population que s'il engage des *réformes irréversibles*. Citons en quelques unes : permettre à un citoyen de pousuivre l'administration devant les tribunaux ; instituer un système de justice indépendant des forces de répression ; rendre le pouvoir d'Etat indépendant du parti... De quoi déclencher une révolution !

Zaslavskaïa, académicienne en sciences économiques, répondait, en février dernier dans un journal russe, à la question : « *Que va-t-il se passer si on ne procède pas à des réformes irréversibles en Union soviétique ?* ». Elle a simplement cité ces phrases de l'*Internationale* : « *Il n'est pas de sauveur suprême, ni Dieu, ni César, ni Tribun, producteurs sauvons-nous nous-mêmes...* ».

SERGE

(1) Cet article a été rédigé suite à une longue discussion avec Vladimir Borissov, représentant à l'étranger du S.M.O.T., qui a longtemps vécu en Union soviétique, parfois en prison ou en asile psychiatrique, avant son expulsion il y a plusieurs années. Son expérience et les informations qu'il reçoit lui permettent de disposer d'éléments que la majorité des commentateurs occidentaux ignorent.

Des nouvelles du S.M.O.T.

Les lettres de soutien envoyées, notamment suite aux interventions à Radio-Libertaire et dans le *Monde libertaire*, ont certainement pesé dans la libération de responsables du S.M.O.T. (1) cette année :

- Lev Volokhonsky, né en 1945, géologue-ouvrier (a refusé d'être un « petit chef ») ; un des fondateurs du S.M.O.T. Condamné à 5 ans de camp à régine sévère et 4 années d'exil intérieur. Devait sortir en 1991 ;
- Vladimir Skvirsky, né en 1930, géologue, fondateur en mars 1978 du 2e syndicat libre : le « Syndicat indépendant ». Condamné au camp trois fois successives. Devait sortir en décembre 1988 ;
- Cytinski, né en 1950, embryologue. Arrêté en 1984, mis en hôpital puis en prison psychiatrique : pas de date de sortie ;
- Alexandre Skobov, né en 1958, fondateur de la *Commune de Léningrad*. Plusieurs condamnations, était en hôpital psychiatrique : pas de date de sortie ;
- Arkadi Tsourkov, animateur de la *Commune de Léningrad*. Arrêté en 1978, devait sortir en octobre 1987 ;
- Fiodor Finkle, né en 1958, n'était pas emprisonné, mais avait entamé une grève de la faim de plus de 40 jours, avant d'obtenir un visa pour lui et sa femme gravement malade. Actuellement aux Etats-Unis, représentant à l'étranger du S.M.O.T.

Ces libérations ne doivent pas nous faire oublier la mort de deux autres militants du S.M.O.T. survenue en 1986 : Mark Morozov et Anatoly Martchenko. D'autre part, deux militants sont encore enfermés :

- Vladimir Guerchouni, né en 1930, de nombreuses actions depuis longtemps et... de nombreuses condamnations. La première à 19 ans pour participation à un groupe anti stalinien. Il est actuellement interné en hôpital psychiatrique ;
- Klebanov, fondateur du premier « Syndicat libre », en 1977. Actuellement interné dans l'Hôpital psychiatrique de Makaeevka, où il est l'objet d'une grande hostilité !

Il est vital que le maximum d'individus et de structures syndicales envoient des lettres pour leur libération, aux adresses suivantes :

- Mikhaïl Gorbatchev, Kremlin, Moscou, U.R.S.S. ;
- Generalnomu Procuroru, Moscou, U.R.S.S. ;
- Praesidium du Soviet suprême, Moscou, U.R.S.S.

Le S.M.O.T., qui se développe actuellement, a besoin du soutien de tous.

(1) Pour tout contact : Vladimir Borissov, 5, rue Thomas Couture, 95400 Villiers-le-Bel.

Editorial

BIEN embarrassées et quelque peu confuses apparaissent les explications de François Mitterrand sur l'affaire Luchaire. Entre deux attitudes possibles : avoir été au courant et pratiquer le double jeu, ou avoir tout ignoré et passer pour un incapable, il s'est livré à un slaloom sournois. Etre un imbécile ou une crapule, voilà la question. Lacoste lui a donc parlé de rumeurs, de doutes... Il en a discuté avec Charles Hernu, son ministre de la Défense. Admirez, au passage, l'aisance et la facilité avec laquelle il laisse tomber — pour la seconde fois — un « ami ». Et puis, les bruits ne lui parvenant plus, n'étant pas personnellement chargé de contrôler les ventes d'armes, se reposant sur un système « efficace » de vérifications... il aurait ignoré les suites de l'affaire.

Seule chose affirmée avec certitude et sans détour : le Parti socialiste n'a rien croqué à propos du trafic. Il en met sa main au feu, et semble avoir pris les précautions nécessaires pour ne pas se brûler : les comptes du P.S. sont présentables, en béton « armé » sans nul doute. Mais la prestation radiophonique (n'aurait-il plus confiance dans la télévision publique française ou en son Berlusconi, il est vrai acoquiné avec Hersant ?) ne pouvait s'achever sans une contre-attaque : une proposition de texte parlementaire sur le financement des partis. Et voilà que le serpent de mer électoral, la moralisation de la vie politique, réapparaît.

Comme si l'on pouvait moraliser la profession de politicien. Promettre sans tenir, trahir, renier, escroquer, voler et, lorsque la victime proteste, la matraquer ou l'emprisonner seraient ainsi des activités hautement éthiques. Mais il ne s'agit pas de cela : uniquement assurer aux partis politiques une apparence de respectabilité en ce qui concerne leurs fonds. Tels de vieux truands sur le retour, en quête d'honorabilité, les partis veulent paraître propres. Finis les divers rackets, les dons intéressés, la publicité surpayée, les « pourboires » honteux qui ont fait les riches heures du « Canard enchaîné » et qui, lorsqu'on parlait du milieu politicien, faisaient souvent oublier l'adjectif qualificatif.

Vive la transparence bien de chez nous, tous ont finalement applaudi la proposition. Les plus réticents étant bien entendu ceux qui avaient déjà amassé un petit trésor en vue des élections ! Voyez comme ils sont sincères nos politiciens : quelques jours avant, la majorité R.P.R.-U.D.F. faisait voter un amendement interdisant la publication, sous peine de fortes amendes, des revenus imposables de tout contribuable. En fait, ils n'ont rien à perdre (puisque ce sont eux qui fixent les règles du jeu) et tout à gagner : entre autres, peut-être, des subsides de l'Etat. Quel changement ! Les partis ne seront plus financés par la poche du consommateur, mais par celle du contribuable. Quand on vous disait, dans un précédent éditorial, que plus on allait approcher de la date des élections et plus la pestilence nous envahirait... Quant aux vrais problèmes...

UNIVERSITÉ

Esprit de 1986 est-tu là ?

DEPUIS le retrait du projet Devaquet sous la poussée massive des étudiants, la situation matérielle des universités a peu changé. Le nombre d'étudiants stagne, mais les conditions d'enseignement restent largement insuffisantes. L'ouverture de l'université à tous et à toutes (rappelons-nous les 80% de bacheliers d'ici à l'an 2000 de Chevènement et de ses successeurs) n'est pas pour demain.

Le budget de l'enseignement supérieur prévu pour 1988 par le ministre Valade ne tient pas compte des besoins en moyens financiers des universités. Le ministère et les administrations des facs donnent la priorité aux filières ultra-élitistes de type magistère, et laissent pourrir la situation dans les formations traditionnelles.

Les problèmes des établissements d'enseignement supérieur sont identiques. Ils manquent d'enseignants et de personnel A.T.O.S. (personnel administratif et technique), ce qui amène des cours surchargés, des files d'inscription plus longues, des horaires d'ouverture des bibliothèques universitaires plus réduits et des services de moins bonnes qualités (restaurants universitaires, infirmeries, œuvres universitaires...).

Il manque aussi des moyens pour réactualiser les enseignements, renouveler les outils de travail et aménager les locaux. Sans même parler du manque de place en cités universitaires ; de l'insuffisance du montant et du nombre des bourses ; des possibilités amoindries du Fonds de solidarité étudiant ; des prix toujours plus élevés des suppléments dans les restaurants universitaires... Ces conditions déplorables sont à l'origine des mouvements revendicatifs dans certaines facs depuis le mois de septembre.

Les étudiants stéphanois n'aiment pas les cours sous la pluie ; ils se sont donc mis en grève pour demander la réparation du toit de leur amphi et ils ont gagné. A Censier (Paris III), des étudiants en licence ne pouvant s'inscrire faute de place ont fait signé des pétitions et entamé une grève ; ils ont gagné.

A Aix, l'administration a augmenté de 500 francs les droits d'inscription dans certaines filières ; les manifestations et les pétitions ont eu raison de cette mesure. A Marseille, les étudiants ont boycotté le restaurant universitaire, le 10 novembre, pour demander le réengagement financier de l'Etat dans les œuvres universitaires. Dans d'autres facs, des pétitions ont circulé et diverses actions et grèves se sont déroulées.

Suite à ces diverses luttes, les facs de Saint-Etienne, Censier et Nancy ont appelé à la réunion d'un comité national de liaison le 14 novembre (1). Trois cent délégués et observateurs ont dressé un état des lieux de leurs universités. Les représentants de trente-deux facs ont signé une motion (2) appelant à manifester, le 26 novembre, pour obtenir le réengagement financier de l'Etat dans l'enseignement supérieur. Les délégués ont aussi appelé aux manifestations du 29 novembre, contre le racisme, et à celles des 4 et 5 décembre, contre les violences policières.

Deux syndicats (l'U.N.E.F.-S.E. et P.S.A.) et la Coordination des lycéens et étudiants anarchistes ont apporté à cette occasion leur soutien au mouvement étudiant renaissant, contrairement à l'U.N.E.F.-I.D. sur rôle duquel des questions se sont posées.

Un mandat collectif a été donné à vingt et une personnes pour constituer un comité d'organisation de la manifestation du 26 novembre. Des délégués de Saint-Denis (Paris VIII) ont appelé à une interfac parisienne le 19 novembre pour préparer la manifestation (par peur d'une récupération politicienne de la part du comité d'organisation cité plus haut).

Lors de la réunion de cette interfac, à laquelle le comité était présent, un bilan de la mobilisation parisienne a été fait. Les cent cinquante personnes, venant de treize universités parisiennes, ont constaté que l'activité doublait sur Paris et croissait localement en province.

Suite à l'interfac, le comité s'est réuni pour établir le parcours de la manifestation. Le rassemblement aura lieu place d'Italie, à 13 heures. La manifestation partira à 14 heures par l'avenue des Golbelins, en direction de l'Assemblée nationale. La dissolution se fera à l'arrivée. Une coordination constituée de cinq représentants par fac, mandatés en assemblée générale, se réunira le soir.

LAURENT (C.L.É.A.-Créteil)

(1) Voir le Monde libertaire *n° 682.*

(2) Publiée intégralement dans l'Humanité du lundi 16 novembre.

U.N.E.F.-S.E. : Union nationale des étudiants de France-Solidarité étudiante ; à majorité communiste.

U.N.E.F.-I.D. : Union nationale des étudiants de France-Indépendante et démocratique ; à majorité socialiste.

P.S.A. : Pour un syndicalisme autogestionnaire ; proche de la C.F.D.T.

Manifestation lycéenne

SAMEDI 14 novembre, une coordination régionale lycéenne, représentant dix-neuf lycées (dont deux en grève) du Val-de-Marne, de l'Essonne et de Paris, appelait à une manifestation pour le 18 novembre à Paris. Environ 300 personnes se sont rassemblées place Denfert-Rochereau, pour protester contre les classes surchargées, le manque de professeurs et de locaux, et pour demander des crédits supplémentaires.

Le tract appelant à la manifestation était signé par la Fédération indépendante et démocratique des lycéens (F.I.D.L.), issue du mouvement lycéen de 1986 mais peu implantée. On peut, sans exagération, parler d'une opération politicienne visant à développer la F.I.D.L. et, à terme, à permettre à l'U.N.E.F.-I.D. (dont la majorité est, elle aussi, proche du Parti socialiste) de s'implanter dans les lycées. Le Mouvement des états-généraux lycéens (M.E.G.L.), né du mouvement lycéen de 1986, avait décidé de soutenir la manifestation avant sa réunion des 21 et 22 novembre (1).

La Coordination des lycéens et étudiants anarchistes (C.L.É.A.) était également présente pour dénoncer le manque de crédits, mais surtout pour dire que les moyens existent. Le slogan lancé par les anarchistes présents : « *Des sous pour les lycées, pas pour l'armée* », fut d'ailleurs amplement repris par les manifestants.

NICOLAS (C.L.É.A.-Créteil)

(1) Nous ne manquerons pas de vous indiquer, après cette réunion, si les communistes sont ou non majoritaires dans cette organisation, quelles perspectives envisage le M.E.G.L. et quelle est son implantation.

en bref...en bref...

• LA LIBRE PENSÉE organise le jeudi 26 novembre, à 19 h, une conférence animée par Maurice Rajfus sur la religion en Israël et la situation dans les camps de réfugiés palestiniens. Cette soirée aura *lieu au 10-12, rue des Fossés-*Saint-Jacques, métro Luxembourg.

• AMNESTY INTERNATIONAL organise le 3 décembre 1987, à la salle Gaveau, à 20 h 30, un concert de musique classique (Bach, Beethoven, Vivaldi) avec Gérard Poulet. Pour tous renseignements, téléphonez au : 45.70.91.91.

• UNE JOURNÉE D'INFORMATION sur les droits de l'homme en Yougoslavie est organisée par Amnesty internationale au F.I.A.P., 30, rue Cabanis, métro Glacière, à partir de 14 h. Au programme, 2 films : « Papa est en voyage d'affaires », « Qui chante là-bas » et un concert de musique des Balkans. Entrée : 50 F (billets à retirer à la librairie l'Hamattan, 21 bis, rue des Ecoles, 75005 Paris).

• L'ASSOCIATION TEXTURE qui est à l'initiative de la carte de citoyen interviendra dans les débats sur la citoyenneté le jeudi 26 novembre à l'Université de Tolbiac (18 h, à l'amphi J) avec la participation de Benjamin Stora (historien) et le vendredi 27 novembre à l'Ageca, à partie de 20 h, avec les revues « Réflexe » et « Courant Alternatif ».

Communiqué

La Fédération anarchiste appelle à participer au rassemblement organisé par le Comité de soutien aux inculpés de la C.N.T.-Vitoria, devant l'ambassade d'Espagne, le lundi 30 novembre, à 18 h 30 (Comité de soutien aux inculpés de la C.N.T.-Vitoria, c/o syndicat des correcteurs C.G.T., 3, rue du Château-d'Eau, 75010 Paris).

Fédération anarchiste

JUSTICE

Contre l'expulsion de Rabath !

VENU en France à l'âge de 11 ans, pour y rejoindre son père, Rabah est un jeune Algérien de 17 ans. Il vit dans le XIX[e] arrondissement à Paris et y a suivi une scolarité régulière.

En septembre 1987, Rabah doit commencer stage de maçonnerie dans un C.F.A. Pour cela il doit fournir un papier d'indentité à son nom propre. Il s'empresse donc de demander un titre de séjour à la préfecture de police.

A la mi-octobre, la réponse arrive comme un couperet : ce papier lui est refusé et la préfecture de police lui somme de quitter le territoire français dans un délai de quinze jours. Le coup est rude pour Rabah : son avenir professionnel est compromis et sa seule famille réside en France. D'autre part, parfaitement « inséré », il éprouverait des difficultés évidentes à vivre en Algérie.

Les droits humains...

Son principal « tort » est d'être entré en France après l'âge de 10 ans sous couvert du passeport de son père (venu le chercher suite à la mort du seul parent pouvant l'élever en Algérie).

Ainsi, et ce n'est pas nouveau, les droits humains les plus élémentaires (droit à l'éducation, droit pour un adolescent de vivre auprès de ses parents) n'ont aucune valeur devant les rouages du ministère de l'Intérieur. Ces rouages semblent d'ailleurs bien truqués puisque selon l'article 17 de la loi du 9 septembre 1986 « *les mineurs étrangers entrés en France avant le 7 décembre 1984, alors qu'ils n'avaient pas atteint l'âge de 16 ans, reçoivent de plein droit un titre de séjour de même nature que celui détenu par leur père ou mère à la condition qu'ils justifient d'une scolarité régulière depuis la date de leur entrée en France* ». Ce qui est le cas de Rabah Hebbache. Et si l'on rajoute à cela que le père de Rabah est muni d'une carte de séjour de dix ans et est marié avec une « ressortissante française », on est en droit de poser des questions sur l'utilisation de la loi par la préfecture de police : « *il n'y a pas lieu de soumettre à la procédure de regroupement familial le conjoint algérien d'un ressortissant français, ses enfants (...) : ils obtiennent de plein droit le certificat de résidence valable dix ans* ».

L'utilisation de l'arsenal juridique

Cet exemple illustre clairement la volonté du ministère de l'Intérieur de sélectionner dans l'arsenal juridique ce qui lui convient pour se débarasser d'un maximum d'immigrés. D'où l'importance actuelle des associations antiracistes et des comités de défense de quartier prenant en charge ces victimes trop faciles.

On a pu recenser ces derniers temps, notamment en Seine-Saint-Denis, des dizaines de cas analogues qui prouvent bien que le cas Rabah n'est pas une « bavure ». Pour Rabah un comité-riposte s'est très vite mis en place sur le XIX[e] et a obtenu le soutien des associations antiracistes et des organisations politiques (droite exclue) de l'arrondissement.

Pour d'autres, plus isolés, l'application de la circulaire de Pasqua de septembre 1986 n'a pas dû faire de détail...

Pierre-Yves (Gr. du XIX[e])

LIBERTÉ D'EXPRESSION

L'« enterrement »

LE 14 novembre la C.F.D.T., la C.G.T. et le Comité de soutien aux sinistrés du 20[e] arrodissement appelaient les travailleurs sociaux et les Parisiens à un rassemblement devant le secrétariat d'Etat au droit de l'homme, rue de Varennes. Peu de monde répondit à l'appel. Une délégation fut reçue par le chef de Cabinet de M. Malhuret, qui promit d'intervenir auprès de M. Chirac.

Le 16 novembre, une assemblée générale réunie à la Bourse du travail tirait un bilan quelque peu négatif du rassemblement, et s'interrogeait sur la suite à donner au mouvement. Deux dates étaient proposées : le 30 novembre, pour une nouvelle assemblée générale (1), qui devrait définitivement arrêter la proposition d'une action le 14 décembre prochain devant l'Hôtel-de-Ville, « L'enterrement de la liberté d'expression » (2).

A l'issue de la réunion du 16 novembre, la C.F.D.T. lançait un appel aux organisations solidaires pour que les prochaines initiatives soient un succès, et sollicitait la présence de délégations nombreuses, le 30 décembre, pour réussir l'action de grève du 14 décembre. Sachant que la C.G.T.-Région parisienne se désolidariserait pour le 14 décembre, préférant rejoindre les réprimés de Renault...

Quant aux trois assistantes sociales sanctionnés, pour avoir signé une pétition (lire le *Monde libertaire* n° 680), elles déposeront le 14 décembre un « recours hiérarchique » au tribunal administratif et participaient le dimanche 22 novembre au gala organisé par le Comité de soutien aux sinistrés du 20[e] arrondissement, au Théâtre libertaire de Paris.

Cousin VINDER

(1) Lundi 30 novembre 1987, assemblée générale, à 12 h 30, Bourse du travail, rue du Château-d'Eau, métro République, Paris.

(2) Lundi 14 décembre 1987, débrayage de 9 h à 12 h et manif « enterrement de la liberté d'expression », de République à l'Hôtel-de-Ville.

S.O.M.A.T.E.C.

Trop robots pour être honnêtes !

EN septembre 1987, a été découvert le pot aux roses que les nettoyeurs du métro et le syndicat C.F.D.T. « reniflaient » et dénonçaient avant même la signature du contrat R.A.T.P./C.O.M.A.T.E.C., à la fin de l'année 1985. Le surcoût du marché était totalement injustifié. Le rapport d'expertise comptable, demandé par le comité d'entreprise de la C.O.M.A.T.E.C., pour les comptes de 1986 démontre de façon incontournable que les 100 millions de francs de suppléments accordés à la C.O.M.A.T.E.C. (c'est-à-dire dix milliards de centimes) ont d'abord servi à remplir les coffres de deux groupes privés : M.O.N.T.C.O.C.O.L. et C.G.E., avant d'améliorer la propreté des installations de la R.A.T.P. Notons que ce rapport n'a pas été contesté par le patron de la C.O.M.A.T.E.C. lors de la tenue du comité d'entreprise.

Un constat accablant

La C.O.M.A.T.E.C. a disposé en 1986 de 324 millions de francs versés par la R.A.T.P. se décomposant ainsi : 290 millions de francs de rénumération et 34 millions de francs d'avance. Sur ces 324 millions de francs, les frais de personnel (salaires et charges) se sont montés à 153 millions de francs, soit moins de 50%, à rapprocher des 75% habituels dans les anciennes entreprises de nettoyage et des 58% de la R.A.T.P. Où est donc passé le restant ?

Les investissements se sont élevés à un peu moins de 18 millions de francs et se divisent en deux catégories : les investissements techniques, pour un peu plus de 9 millions de francs (ce qui était demandé dans le contrat), et les investissements financiers et administratifs, pour un peu moins de 9 millions de francs (ce qui n'était pas prévu dans le contrat).

La C.O.M.A.T.E.C. se serait offert un siège social tout neuf, au 49/53, boulevard de Charonne, sur les fonds de la R.A.T.P. (un peu plus de 7 millions de francs). D'autre part, la C.O.M.A.T.E.C. s'est équipée en matériel de transport en partant de zéro (pour 4,6 millions de francs), payé par les fonds de la R.A.T.P. C'est-à-dire que cette entreprise, « *une coquille vide au 1er janvier 1986* » (selon son directeur, devant le comité d'entreprise) s'est montée de toute pièce grâce aux fonds de la R.A.T.P.

La C.O.M.A.T.E.C. a « remercié » les deux groupes (M.O.N.T.C.O.C.O.L. et C.G.E.) pour les travaux préparatoires, débutés en 1983, qui lui ont permis d'avoir le marché du nettoyage, en leur versant 30 millions de francs en 1986 et une somme de 15 millions de francs en 1987. La C.O.M.A.T.E.C. a versé un peu moins de 15 millions de francs pour « *l'appui logistique* » des deux groupes en 1986, ce qui représente 20 cadres et 50 assistants secrétaires, travaillant toute l'année pour la C.O.M.A.T.E.C. au sein de ces groupes privés extérieurs.

Des licenciements « économiques »

Huit millions de francs ont été versés à la C.O.G.E.F.A.L. et au G.E.R.H. pour des études sociologiques auprès des usagers ou du personnel en vue de la robotisation. Cette même société a déposé un dossier de 147 licenciements économiques par pré-retraites et aides au retour. Son argument économique était le suivant : il faut procéder à ces 147 licenciements car ce sont des sureffectifs insupportables pour la viabilité financière de l'entreprise.

Au-delà des précédentes informations, en contradiction avec l'affirmation des risques de dépôt de bilan, la C.O.M.A.T.E.C. a fait un bénéfice net de 17 millions de francs ; ce qui représente la masse salariale de 154 personnes sur l'année.

Ces 17 millions de francs de bénéfice sont calculés hors des 22 millions de francs prévus pour les mesures sociales accompagnant les « licenciements économiques » (licenciés en 1986, mais partis en 1987). C'est-à-dire que le bénéfice réel est en fait de 39 millions de francs. Parallèlement, la C.O.M.A.T.E.C. a dépensé 9 millions de francs en frais de personnel à statut précaire, ce qui représente plus de 80 personnes en 1986.

Pendant que la direction générale serrait les salaires des agents statutaires, que M. Quin devait céder la place à M. Reverdy, 100 millions de francs en litige sur le budget d'exploitation passaient dans les coffres d'entreprises totalement extérieures au contrat. Et tout cela pour un métro qui n'a jamais été aussi sale...

Jean-Pierre (Gr. La Cecilia)

HUMEUR

Juste un pas...

SANS faire dans le morbide, j'avoue que depuis quelques semaines, l'écoute de l'actualité renforce mes convictions d'anarchiste. Je me surprend à savourer les commentaires aseptisés des « journaleux » de tout poil. Voir ces « matuvu » s'interroger, s'agiter et constater que leur consensus face à la crise n'est que le reflet témoin de leur abdiquation et de leur opportunisme d'intellos sponsorisés, quel pied !

Capitalisme populaire, piège à beaufs

La bourse en pleine agonie, en pleine déconfiture, a poussé ceux qui sont censés gérer nos affaires à calmer les esprits. Enorme la pilule ! Expliquer aux petits porteurs que la Bourse n'est pas un placement sûr, alors que depuis des mois les chantres du libéralisme s'époumonaient à convaincre les citoyens de faire comme les grands, et que le profit était à la portée de chaque foyer français. Les petits ont fait comme les grands... dans leur froc.

Le réveil fut douloureux. Les clips publicitaires, encore en mémoire, se fissurent, se transforment : « *Suez, ça décoiffe !* », « *Paribas, bonjour les dégats !* », « *Saint-Gobain, ça craint !* ». Une interrogation demeure : Deneuve est-elle « porteur sain » ? Pendant la tourmente, la France profonde a pris des notes. Tous ses maux viennent du vilain cowboy colonisé par les métastases, des sombres égoïstes et maîtres-chanteurs allemands et japonais lui servant d'acolytes. Les Français, face à ces rapaces, n'ayant qu'un seul recours : attendre la becquée.

Nos économistes spécialistes examinent ce délicat problème. Le premier jet de leur étude est époustouflant de morgue : la Bourse peut continuer de baisser, mais ce n'est peut-être pas irréversible, ça dépend... J'ai cru, un bref instant, qu'ils allaient entonner l'*Internationale* !

Pessimiste et spectateur

Si l'antiparlementarisme fleure bon le France actuellement, il est important et urgent d'aller plus loin que la simple dénonciation des magouilles politiciennes, pour s'en réclamer.

Aussi notre pratique militante dans l'entreprise ne doit pas se résumer à la seule partie visible de l'iceberg revendicatif des salariés : emploi, couverture sociale, pouvoir d'achat. Faire découvrir les possibilités démocratiques basées sur le fédéralisme et aussi les appliquer dans les activités syndicales, dans et en-dehors de l'entreprise.

Pour ce faire, désacraliser les fonctions hiérarchiques est primordial, que les patrons soient des salauds, des exploiteurs ; les cadres des gardes-chiourmes, nous trouverons toujours une majorité de personnes pour partager ces sentiments. Par contre, que nous pouvons nous passer de ces mêmes exploiteurs, salauds et gardes-chiourmes, il n'y a qu'un pas que les salariés et les chômeurs n'ont pas encore franchi.

C'est en tentant de faire franchir ce pas que nous pouvons faire avancer nos propositions économiques libertaires.

Un pas à franchir...

Répondre aux préoccupations quotidiennes des salariés nous est aisé. Les marxistes et les capitalistes (oh ! pardon, les libéraux) n'ont-ils pas fait la démonstration de leur incapacité à gérer la production de biens et de richesses de cette planète pour le bien-être de tous ? Cette période aiguë de crise entremêlée de magouilles et de compromis politiciens est propice pour la propagation de nos idées. Ne laissons pas le terrain aux nostalgiques du III Reich !

Jacques FLORIS
(Liaison Douai)

RUBRIQUE

La santé aujourd'hui

LA santé étant devenue une composante capitale de l'organisation sociale actuelle, il est temps pour la couleuvre d'Esculape de s'enrouler autour de hampe du drapeau noir, ou, pour être clair, il est temps que les médecins anarchistes réfléchissent sur les différentes possibilités de travailler leur art, qu'ils investissent ce pan de la vie sociale et publient leurs réflexions sur ce vaste domaine. C'est pour répondre à cette nécessité que naît aujourd'hui une nouvelle rubrique dans le *Monde libertaire* : « Santé », qui traitera son sujet de différentes manières.

La commission médecine du groupe Benoît-Broutchoux, formée pour l'heure de trois médecins (deux généralistes et un spécialiste) s'est donnée comme premier objectif de réfléchir sur la médecine préventive et de publier sur ce thème des textes de vulgarisation. La prévention représente, pour cette commission médecine, la forme suprême de l'art médicale puisque anticipant la pathologie, elle est appréciable au niveau individuel et qu'économiquement elle est également utile au niveau collectif (gardons à l'esprit le souci d'équilibrer le budget de la Sécurité sociale).

La prévention englobe des sujets aussi variés que :
- **la nutrition (surnitrition dans les pays riches, malnutrition dans les pays pauvres ; chez l'adulte ou chez le nourisson) ;**
- **l'éducation sanitaire (exemples : la prévention des accidents domestiques, du travail, sur la voie publique, de l'enfant et des conseils hygiéno-diététiques) ;**
- **la protection maternelle et infantile (l'allaitement, l'assistance sociale aux mères seules, le suivi de la grossesse) ;**
- **l'intoxication (le tabac, l'alcool et autres drogues ; l'analyse des répercussions sociales, individuelles et les intérêts en jeu) ;**
- **les vaccinations (les différents types de vaccins, leurs avantages, leurs inconvénients) ;**
- **la contraception.**

Cette liste n'est pas exhaustive ; le plan global de travail de cette commission médecine sera transmis ultérieurement en détail, ceci dans le cadre d'un prochain article.

Quelques réalisations pratiques sont actuellement en cours ou en projet. Le groupe Benoît-Broutchoux collecte et achemine des médicaments vers un hôpital de Leone (la seconde ville du Nicaragua), développant ainsi un lien efficace entre des médecins français et des Nicaraguayens. En juillet dernier, un colis de 11 000 F d'antibiotiques s'est envolé pour Leone.

Un projet de consultations pour chômeurs en fin de droit (ceux-ci en effet ne sont plus couverts par la Sécurité sociale) et pour les immigrés clandestins ou leurs familles, qui développent trop souvent ici des pathologies dites d'acquisition ou d'adaptation. Ces pathologies sont dues à leurs mauvaises conditions de vie (pathologies que contracte n'importe quelle personne vivant dans des conditions similaires, l'exemple le plus typique en est la tuberculose) et à leurs mauvaises conditions d'accueil (exemple typique de l'accident du travail survenant chez un sujet ignorant la langue française, qui n'a pu lire les consignes de sécurité).

Cette commission informera les lecteurs du *Monde libertaire* sur :
- **la Sécurité sociale (son fonctionnement, son déficit et nos propositions pour le résorber), les injustices dans les remboursements (que nous ne manquerons pas de dénoncer), les modifications en cours, etc. ;**
- **l'Ordre des médecins (son rôle, sa fonction) et les organisations luttant contre l'obligation d'y adhérer ;**
- **les syndicats médicaux (en particulier le Syndicat de la médecine générale, pour qui nous avons des sympathies certaines).**

Dans un premier temps, les textes proviendront du groupe Benoît-Broutchoux mais il est évident que cette rubrique s'ouvrira rapidement, sans esprit de clocher aucun, à tous nos confrères libertaires (médicaux, mais aussi paramédicaux) et aux lecteurs du *Monde libertaire* désireux de faire partager le fruit de leurs réflexions personnelles sur le sujet.

Arnaud MUYSSEN
(Gr. Benoît-Broutchoux)

NOUVELLES DU FRONT

• TRAVAUX PRATIQUES. Un jeune Algérien de 23 ans a été massacré par deux parachutistes à Castres (Tarn), puis achevé à coups de couteaux. Indifférence total des témoins, qui ont attendu une heure avant de prévenir la police. Réprobation « unanime » de l'armée, qui ne peut dire — cette fois — que les deux salopards ne faisaient pas partie de ces cadres. Selon la presse, « l'autorité militaire (voudrait) éviter toute interprétation tendancieuse visant à mettre en cause l'ensemble de l'armée ». On se demande bien pourquoi, ce n'est qu'une coïncidence... une de plus

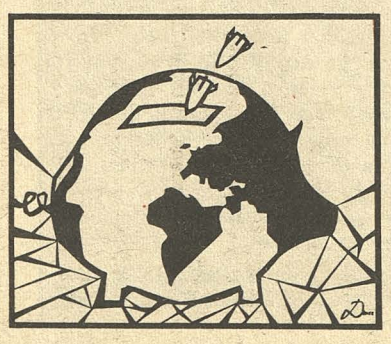
• ON BRADE ! L'armée vend des immeubles et une caserne (Dupleix) par voie d'adjudication publique. Selon « le Monde », cela lui permettra d'acheter des armes. Ces difficultés budgétaires seraient-elles des retombées indirectes de l'affaire Luchaire ? Hélas ! trop tard pour bénéficier des compétences et du savoir-faire de cette société. L'adjudication se fera « à la bougie », méthode pourtant bien désuette pour des spécialistes de la « gégène ».

• REDIFFUSION. A propos des ventes d'armes à l'Iran, la conférence de presse sur R.T.L. de François Mitterrand nous a appris beaucoup de choses : le président a appris, il a agi, et n'a pas été suivi (une fois de plus). Hernu a été lâché (encore), il portera sans doute le chapeau (bis repetita) et il ne mettra pas moins de deux ans avant d'avouer avoir été au courant (comme pour le Rainbow-Warrior). Admirez l'originalité de tout cela !

• PASSION CONTRARIÉE. Certains aiment trop les militaires : une infirmière anglaise de 34 ans risque les foudres de la justice pour avoir épousé en onze ans huit troufions et un marin (un accident !). Détail : elle avait oublié de divorcer au moins cinq fois. Cela s'appelle « bigamie récidivante ». Pour elle, militaire rime avec église ! Bonne chance à cette « militaromane », qui a encore de beaux jours devant elle.

• RÉPRESSION. Un troisième insoumis total est actuellement incarcéré, il s'agit de Fabrice André. Pour l'instant, sa résidence est sise caserne Sergent-Blandan, 37, rue Repos, 69007 Lyon. Dominique Delpoux, objecteur insoumis d'Albi, passera quant à lui devant la chambre spécialisée de Toulouse le 1er décembre, à 8 H 30. Lettres de soutien à envoyer à M. le président de la chambre spécialisée dans les affaires militaires, palais de justice, place des Salins, 31000 Toulouse (infos de la C.S.R.).

Georges HOST



11 NOVEMBRE

A quand l'armistice ?

LE matin du 11 novembre à Lille une vingtaine de militants du groupe d'Amiens de la Fédération anarchiste, de l'Union pacifiste de France (U.P.F.) de Valenciennes et du groupe Humeurs Noires (faisant tous trois partie du comité de soutien à Eric Hébert) s'étaient donnés rendez-vous pour rappeler la situation des insoumis aux inconditionnels des cérémonies à la mémoire de la prétendue « der des ders ».

La parole insoumise

Les Renseignements généraux (R.G.), bien que non conviés, étaient là pour nous rappeler, eux, que ce jour-là la parole insoumise n'est pas de mise. Cette parole s'étalait en toutes lettres sur les tee-shirts des militants alignés face au monument aux morts de la place Rihour : « *Libérez les insoumis* ». Face à eux, autant de flics en rang d'oignons dont le message était plutôt du genre : « *Bougez pas, on vous protège* », ou encore « *Circulez, y'a rien à voir* ».

Pendant trois quarts d'heure, encouragés par les invectives des R.G. — « *Fous le camp, pourriture* », « *Tu vas voir ta gueule au Q.G.* »... — nous restâmes stoïques et silencieux (!), intriguant les passants, les journalistes et les personnalités de tous bords. Celles-ci s'étaient réunies nombreuses, oubliant les querelles de chapelles, pour nous montrer encore une fois que, sur le thème de la militarisation, l'union fait la farce. Il y avait là, main dans la main, Mauroy, le préfet, le général de la région militaire, le commandant de région de la gendarmerie et, bien sûr, des anciens combattants bardés de médailles.

Sacrilège !

Nous avons quitté les lieux sous les injures et les flashs... des R.G., après le départ du défilé. Quelques instants plus tard, d'autres militants (des Verts, du M.A.N., de Pax Christi, du « Côté des femmes »...) sont allés déposer des fleurs sur le monument aux morts ; ils portaient des dossards avec l'inscription « *Dissuasion civile* ». Frustrés sans doute de nous avoir laissé partir sans encombre, les flics se sont jetés sur eux (ils avaient osé s'avancer sur les lieux sacrés !) et ont arraché avec violence les lettres qui formaient le slogan de ces pacifistes bon teint.

Les journalistes locaux ont-ils été subjugués par cette action d'éclat ? Ont-ils subi des pressions ? Toujours est-il que la *Voix du Nord* n'a relaté que ce dernier événement de la matinée, et n'a pas daigné passer le communiqué que nous avions remis la veille aux différents journaux locaux. Cela ne nous empêchera pas d'exprimer encore et toujours notre antimilitarisme à la face des nostalgiques des tranchées.

Bernard

A propos de Jean Maitron

LORSQUE, dans les années 70, je me rendais au Centre d'histoire du syndicalisme, à la Sorbonne, je trouvais là une mine de documents sur le mouvement ouvrier d'avant-guerre : du *Libertaire* au *Réveil syndicaliste* en passant par la *Bataille syndicaliste*. Comme dans toute bibliothèque, que d'archives devait-on consulter sur place ! C'est ainsi que je rencontrai l'animateur du centre, Jean Maitron.

Il était connu dans les milieux anarchistes pour son livre sur l'histoire du mouvement anarchiste (sa thèse de doctorat d'Etat en 1951), et s'il y a eu des différends entre nous ce fut sur la méthode. En effet, si Jean Maitron traitait du mouvement anarchiste du point de vue du chercheur, il n'était pas loin de penser comme Georges Baugin (directeur honoraire en 1955 des Archives de France et préfacier de la 2e édition de l'*Histoire du mouvement anarchiste*) : « *(...) j'ai souvent rencontré dans ces dernières années un camelot barbu vendant le* Libertaire, *l'une des dernières feuilles de l'anarchisme déclinant, chargé d'annoncer les quelques réunions qui semblaient encore se tenir dans la capitale. Depuis plusieurs mois, je n'ai plus aperçu le camelot aux cheveux blancs.* »

Mais laissons-là le souvenir des accrochages verbaux qui ont eu lieu entre les militants anarchistes et Jean Maitron, pour saluer sa mémoire. Car si nous polémiquions avec l'homme, qui voulait nous reléguer au rôle d'archives vivantes, nous ne pouvions qu'avoir du respect pour l'historien, qui a été le seul pendant plus de 30 ans à présenter positivement l'histoire du mouvement anarchiste.

C'est en lisant, autour de 1968, son petit livre appellé *Ravachol et les anarchistes* dans la collection « Archives », chez Julliard, que j'ai appris l'histoire de la C.G.T. de Pelloutier, d'Emile Pouget... Cette brochure et la première édition de sa biographie de Paul Delesalle avaient balayé en moi la propagande bourgeoise et mon éducation, qui voulaient que l'anarchisme soit un extrémisme verbal et vestimentaire qui vient après la puberté.

Sa dernière œuvre est le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, dont le tome 29 vient de paraître. Comme Jean Maitron l'a écrit dans son avant-propos à la réédition de *Paul Delesalle. Un anarchiste de la Belle époque* : « *Je suis le premier à avoir fait cohabiter communistes, réformistes et syndicalistes révolutionnaires.* » Nous souhaitons que son équipe saura poursuivre son travail dans le même esprit.

T. P.

ERIC HÉBERT

Lettre ouverte de prison

CONDAMNÉ à quatorze mois de prison par la Cour d'appel de Douai le 28 octobre, il est certain que ce jugement criminalise les idées pacifistes et anarchistes, mais de cette justice — soumise à l'Etat, et au capitalisme — nous ne pouvons nous en étonner. Je ne reviendrai pas sur le pourquoi de cette condamnation, cela a été précisé dans un précédent *Monde libertaire*. Par contre, je me dois d'expliquer pourquoi je refuse de demander une libération conditionnelle, même si j'avais pensé un moment en bénéficier.

Une fois condamné, j'ai écrit à l'administration pénitentiaire pour un transfert à Rouen où j'habite. Ayant effectué la moitié de la peine, je peux comme chaque détenu obtenir une libération conditionnelle (article 729 du code de procédure pénale). Pourtant, je ne ferai pas la demande, pour rester cohérent avec mon insoumission au service national.

Le code de justice militaire

En effet, l'article 366 du code de justice militaire indique : « *Dès que la libération conditionnelle est accordée à un condamné ayant conservé la qualité de militaire ou que cette mesure est accordée à un condamné sous réserve de son incorporation dans l'armée, l'intéressé est mis à la disposition effective de l'autorité militaire pour l'exécution de ses obligations militaires. Tant que le bénéficiaire de la libération conditionnelle est lié au service, il est exclusivement soumis à la surveillance de l'autorité militaire.* »

Nous avons vu que l'importante mobilisation n'a pas permis de faire plier la justice, même si la jurisprudence locale est de 16 à 18 mois, ce qui ne peut qu'encourager les autorités militaires à suivre la même attitude terroriste. Voici la réponse de l'armée à la demande d'une libération conditionnelle de Christian, copain de Loos condamné à 9 mois pour désertion : « *Ecoute bien Eric, ils sont fous ! Ils veulent m'envoyer dans un camp disciplinaire deux ans pour reclassement social (sic), ou bien je devrais finir mon service militaire, il me reste 8 mois et demi à faire !* » Un autre cas montre la complicité de la justice avec l'armée. Un camarade déserteur avait été réformé, pourtant il a été écroué et condamné à 6 mois ferme !

Il ne fait aucun doute qu'une nouvelle incorporation me sera imposée, entraînant un refus d'obéissance, une inculpation, et une peine supérieure à 14 mois, à cause de la récidive ! N'étant ni martyr ni masochiste, j'ai décidé de ne pas demander à bénéficier de la liberté conditionnelle. Par contre, je ne tiens pas à refuser les grâces — si celles-ci me sont accordées —, car je ne suis pas un Témoin de Jéhova : je ne refuse pas le service militaire pour accepter la prison !

Restons mobilisés

Néanmoins, nous devons rester mobilisés car l'armée pourra également me réincorporer à ma sortie en mars 1988, car il me restera un mois à faire ! N'oublions pas aussi les autres réfractaires à l'armée : Hervé Ballester, insoumis, incarcéré à Montluc, devrait comparaître en décembre (1) ; Gil Delisse passera en appel le 21 janvier devant la 8e chambre de Versailles, etc.

Au niveau carcéral, j'ai une bonne nouvelle à annoncer, depuis le 22 octobre je reçois le *Monde libertaire*, mais les autres publications restent censurées (sauf pour un mensuel des Témoins de Jéhova). Au niveau du courrier, j'ai dépassé depuis 2 semaines les 1 000 lettres, merci à ces correspondants qui, par leurs écrits, me permettent de rester en contact avec le monde de l'extérieur et de ne pas douter de la crédibilité des idées anarchistes et pacifistes.

Eric HEBERT

(1) Hervé Ballester, Maison d'arrêt de Montluc, 1, rue Jeanne-Hachette, 69391 Lyon cedex.

ANTIRACISME

Derrière S.O.S.-Racisme, des associations...

DEPUIS 1983, la période fin novembre et début décembre voit se dérouler une manifestation contre le racisme et pour l'égalité des droits. Au début, l'organisation de cette manifestation fut l'œuvre d'associations locales de jeunes, soutenues par de grandes organisations. En 1985, deux manifestations eurent lieu simultanément : l'une organisée par S.O.S.-Racisme, l'autre par des associations de jeunes. L'année 1986 fut marquée par la grève des étudiants et lycéens contre le projet Devaquet, qui reprirent également le thème de l'antiracisme.

Le 29 novembre 1987, S.O.S.-Racisme propose de manifester à nouveau. On peut se demander si nous n'assistons pas à la même grand-messe depuis 1983. Mais manifestement, une lutte pour l'égalité des droits et contre le racisme est toujours d'actualité. Le traitement réservé aux mineurs marocains, dans le Nord, est un cas d'espèce. En raison de leur nationalité, ils ne pourront pas avoir accès à la fonction publique comme leurs camarades français.

On pourrait également parler des problèmes de relogement rencontrés par les familles sinistrées du XX^e arrondissement, à la suite d'incendies criminels. Elles se sont heurtées aux politiques de quotas des différentes municipalités (de gauche comme de droite) de la région et de la ville de Paris. On pourra aussi se demander comment seront jugés les assassins d'un Arabe à Castres. On a encore en mémoire le procès d'Aix, où un ex-C.R.S. fut condamné à 10 mois de prison pour la vie d'un jeune Maghrébin (alors qu'un ouvrier étranger a pris 12 ans pour la mort de son patron).

La lutte au quotidien

La manifestation du 29 novembre ne reprend, en fait, qu'un très vieux slogan de l'immigration. La problématique de l'égalité des droits parcourt le mouvement associatif depuis les années 70. Elle s'appuyait sur des luttes globales (grève générale en 1973, lutte des foyers SONACOTRA), mais aussi sur des actions de solidarité ou des associations « étrangères ».

Actuellement, rien ne semble avoir profondément changé dans les problèmes que peuvent rencontrer les populations issues de l'immigration et leurs associations. Lorsque ces dernières travaillent sur les problèmes de logement (insalubrité, cités de transit, rénovations, relogement), elles butent sur le pouvoir politique. Outre le fait que l'on considère « les étrangers » comme responsables de la dégradation du cadre de vie, on ne tient pas compte de leur avis en cas de rénovation.

De plus, les associations devront se battre pour le maintien dans le logement rénové (réservé aux classes moyennes) et contre l'augmentation des loyers. Ce combat n'est plus alors seulement circonscrit aux immigrés mais concerne tout le groupe social. Mais pour faire aboutir ces revendications, les représentants d'associations d'immigrés ne disposent que de peu de moyens de pression traditionnels, liés au clientèlisme. Ils ne devront compter que sur les personnes concernées. Mais celles-ci ont plutôt tendance à s'engager dans des actions d'ordre individuel.

On pourrait faire un constat analogue en ce qui concerne les problèmes de l'école, de la marginalisation et de l'exclusion que rencontrent les immigrés. La lutte est difficile, car si les associations ont une expérience militante, elles ne recouvrent pas forcément une base importante.

S.O.S.-Racisme

S.O.S.-Racisme se présente, à ses débuts, comme une association antiraciste. En 1984, lors de l'arrivée de « Convergence », les petites mains « *touche pas à mon pote* » apparurent. Très rapidement, elles bardèrent les poitrines des antiracistes. S.O.S.-Racisme invita tous les Parisiens à de gigantesques concerts : la Concorde en 1985, la Bastille en 1986 et Vincennes en 1987. Elle devint, de fait, la première organisation antiraciste de France.

Des comités locaux furent créés, porteurs de l'idée antiraciste, diffuseurs du badge et jouant un peu le même rôle que les comités locaux du M.R.A.P. Notons que dans ces comités, la participation des communautés issues de l'immigration était faible. En fait, S.O.S.-Racisme, créé par des membres du P.S. (ou très proche de celui-ci), a bénéficié, dès son lancement, d'appuis logistiques et matériels très importants. D'où l'impact médiatique que l'on connaît.

Dans le mouvement étudiant et lycéen de novembre-décembre 1986, S.O.S.-Racisme s'est complètement investi, à visage couvert au départ, puis au grand jour dans un deuxième temps (mise en avant d'Isabelle Thomas et de Harlem Désir). S.O.S.-Racisme a ainsi tenter de devenir l'organisation des jeunes. Elle se mit à aborder des thèmes sociaux comme l'école, la formation, le logement, l'emploi, où elle intègre les jeunes issus de l'immigration.

Dès lors, le but de l'opération « Touche pas à mon pote » devient clair : il s'agit pour le P.S. de reconquérir électoralement une partie de la jeunesse en ajoutant le spectre du Front national, la peur du fascisme et du racisme affiché. Nous sommes loin du rôle joué sur la scène politique par des associations d'immigrés, (portées par des associations d'immigrés, de reliées à une struture politique.

S.O.S.-Racisme et les associations

On constate que le rôle et la fonction joués par S.O.S.-Racisme et les associations issues de l'immigration sont divergentes. Les associations revendiquant un droit à l'expression et une reconnaissance de leur travail. Or cette demande ne peut aboutir, car S.O.S.-Racisme fait écran.

Ecran, car en monopolisant l'actualité par de « grands coups » médiatiques, S.O.S.-Racisme focalise les feux de l'actualité. Dans le même temps, elle se présente comme l'organisation qui peut permettre à certaines initiatives (portées par des associations immigrées, de solidarité...) d'être popularisées.

Certains doivent se souvenir du discours final de « Convergence 84 », où il était clairement exprimé une volonté d'autonomie du mouvement. Autonomie, qui ne pouvait passer que par un contrôle des initiatives ainsi que leur diffusion dans le public. Or, de nouveau, l'immigration productrice d'actions se retrouve dépossédée et ne devient qu'un justificatif.

Lorsque S.O.S.-Racisme accourt au moindre acte raciste, elle évite de préciser que souvent ses partenaires peuvent être des associations d'immigrés et de solidarité, fédérées au sein de la F.A.S.T.I., du C.I.F., du C.L.A.P., etc., structures aussi importantes que S.O.S.-Racisme. On comprend mieux alors que l'un des enjeux du 29 novembre, la représentation de l'immigration, implique un refus de soutien de la part des associations d'immigrés,

Un autre aspect de l'opposition entre S.O.S.-Racisme et les associations est idéologique. Il est intéressant de constater que de nombreux thèmes développés par S.O.S.-Racisme viennent en droite ligne des associations : égalité des droits, citoyenneté, le local en opposition au global... L'enjeu est de taille, car en dehors des mots se cachent deux perceptions différentes de l'immigration. Pour les associations, il est fondamental de faire participer réellement les immigrés à la prise en charge de leurs problèmes. S.O.S.-Racisme, quant à elle, ne parle plus que de représentation des populations immigrées. certaines associations poussent la revendication d'égalité des droits à son extrémité : la libre circulation des personnes. S.O.S.-Racisme elle, reconnaît la légitimité des expulsions « normales » (pour cause de délit ou de clandestinité) !

Et les libertaires ?

Quelle peut être l'attitude des libertaires face aux revendications des populations issues de l'immigration ? La revendication d'égalité des droits pose le problème de l'exercice des libertés individuelles et collectives pour près de 4,5 millions de personnes. Elle se situe dans le cadre réformiste, lié à l'Etat. Si les libertaires rejettent catégoriquement les institutions étatiques, nous ne pouvons pas pour autant accepter l'existence d'un statut différencié au sein de cette société.

Il ne s'agit ni plus ni moins que d'un apartheid à la française. Nous devons donc nous battre pour l'égalité des droits, tout en montrant les limites de ce cadre étatique : travailleurs français et immigrés ne restent que des machines à produire.

Gr. de Sarcelles

CENTRALE DE SAINT-MAUR

Silence de plomb sur les prisons

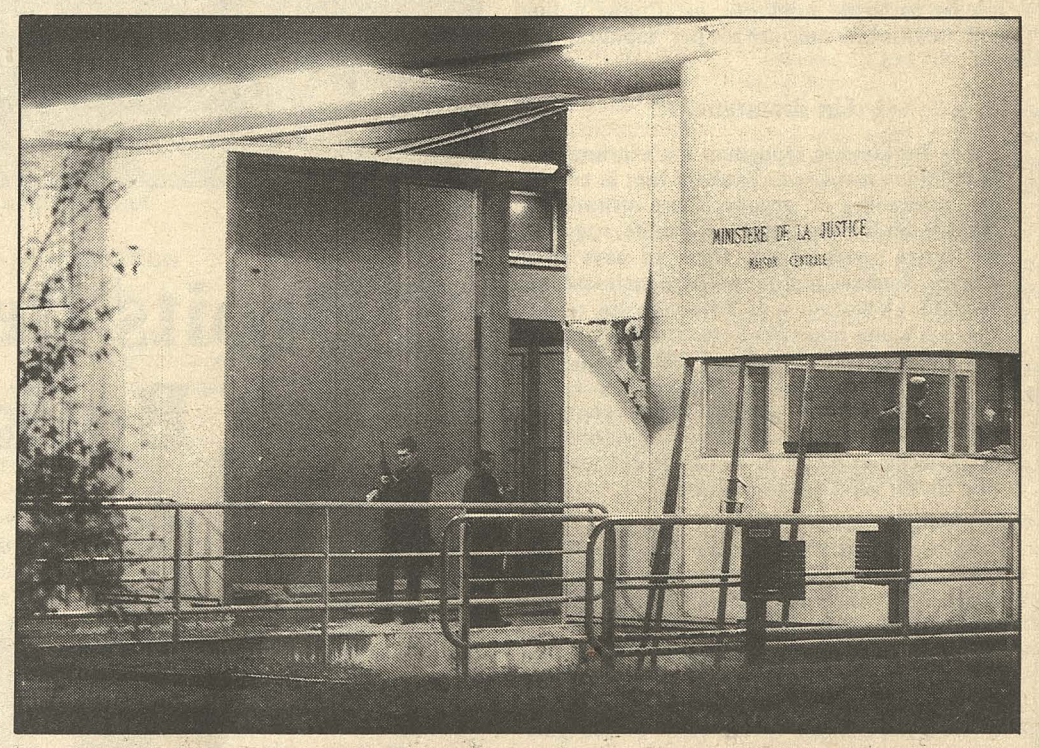
CENTRALE de Saint-Maur, deux semaines après le révolte. Le silence est retombé, et les médias, qui avaient « couvert » l'aspect sensationnel des événements, ne s'intéressent guère au sort des détenus, maintenant qu'ils ont réintégré un quotidien au moins aussi sinistre qu'avant.

Difficile d'évaluer le nombre de détenus qui ont été transférés, suite à la révolte. Le chiffre — invérifiable — serait d'une centaine. Certains ont du quitter leurs cellules dévastées par des incendies. D'autres, considérés comme « meneurs », ont été prudemment éloignés. Ceux-ci, dès leur arrivée dans une nouvelle prison, seront catalogués D.P.S. (détenus particulièrement signalés) ou « pire » D.H.R. (détenus à hauts risques). Cela implique un régime particulier : seuls en cellule, ils peuvent même être interdits de promenades. Les parloirs, les courriers sont raréfiés ou supprimés.

Plus énorme encore : lors des révoltes des Baumettes, à Marseille, des détenus en fin de peine se sont vus confisquer leur pécule de sortie... pour rembourser les dégâts. On n'a pas encore évoqué de sanctions de ce type en ce qui concerne Saint-Maur.

D'autre part, la police et l'armée ne semblent pas avoir réitéré les violences qui avaient été commises lors des dernières révoltes (on se souvient des matraquages systématiques des C.R.S., une fois la révolte des Baumettes matée). Il serait sans doute naïf d'y voir un soudain humanisme : de toute évidence, l'administration de Saint-Maur, si fière de sa réputation de prison modèle, tient maintenant par-dessus tout à ne plus faire de « vagues ». Si les règlements de compte interviennent, ils auront lieu plus tard, et discrètement.

Aux dernières nouvelles, l'eau et l'électricité ne sont toujours pas rétablies, et ce sont les militaires qui assurent le ravitaillement.



Les travaux d'atelier sont suspendus jusqu'à nouvel ordre. Très peu d'informations filtrent quant au sort des détenus.

Revendications ignorées

Le silence est retombé, et pourtant rien n'a été dit. Le grand public a appris, le 11 novembre dernier, que des mutins avaient pris des otages, puis qu'ils s'étaient rendus. Les radios, les télés et la plupart des journaux se sont bien gardés d'évoquer les revendications des prisonniers : mieux valait ne pas expliquer que cette révolte était celle du désespoir, face aux remises de peines « oubliées », aux permissions de sorties rognées et au « mitard » qui, outre son aspect barbare, provoque une diminution des remises de peines.

Rien n'a été dit sur la façon dont se sont déroulées les négociations — si elles ont eu lieu — et la réddition des mutins. On ignore tout autant si les prisonniers ont obtenu satisfaction sur une partie de leurs revendications. Les détenus qui pourraient informer l'extérieur sont soumis à l'isolement.

Saint-Maur : un cas isolé ?

Le silence est retombé sur la prison de Saint-Maur. Mais rien ne prouve que la colère se soit éteinte. Rien n'indique, non plus, que Saint-Maur soit un cas particulier, une explosion uniquement due à une transition trop rapide d'une prison expérimentale à une centrale de haute sécurité. Son soulèvement n'a même pas permis aux prisonniers de faire connaître au grand jour les brimades, les injustices que connaissent chaque jour les détenus. Encore moins de relancer le débat de fond sur le principe de la prison.

« *Conscients qu'il nous a toujours fallu recourir à la violence pour obtenir à notre égard l'application du code pénal, nous vous avisons que faute de vous voir donner une suite rapide à nos demandes, nous recourrons à nouveau à la violence pour obtenir gain de cause* », écrivaient les détenus à Chalandon, deux jours avant l'émeute. Il semble que les détenus de Saint-Maur — et les autres — en soient toujours au même point.

Pascale CHOISY

Avec la collaboration et les informations de la commission Prison-Répression, c/o, C.D.R., B.P. 771, 75123, Paris cedex 03.

P.S. : une erreur s'est glissée dans l'article consacré aux prisons du Monde libertaire *n° 683, Selliah Chandrabose est effectivement mort faute de soins, mais à la Maison d'arrêt de Fresnes et non à la Centrale de Saint-Maur.*

Dernière minute :

Vingt mutins de la prison de Saint-Maur ont été transférés à la prison de Fresnes, où il sont totalement coupés de l'extérieur. Il semble que l'administration les ait « parqués » là, en attendant un nouveau transfert.

Thierry Chatbi, détenu depuis dix-sept mois à la Santé, pour un délit dont il s'affirme innocent, vient d'entamer une grève de la faim et de la soif pour obtenir une mise en liberté provisoire. Incarcéré à la suite de témoignagnes visiblement manipulés, Thierry semble « payer » sa participation passée à la mutinerie de la prison de Fleury-Mérogis. Nous publierons son communiqué et de plus amples informations sur son cas dans le prochain numéro du Monde libertaire.

HAÏTI

Elections : l'illusion démocratique

LE 29 novembre prochain devraient se dérouler les élections présidentielles en Haïti, les premières depuis trente ans. La situation politique est de plus en plus agitée et révèle la tentative de reprise en main du pays par les duvalieristes. Les incidents se multiplient donc pour empêcher toute consultation.

Le 2 août dernier, Louis Eugène Athis, leader du Mouvement démocratique de libération d'Haïti et candidat aux élections, était tué par un groupe de paysans. Le 13 octobre, Yves Volel de « La coalition pour la lutte finale » était abattu, à son tour. Plus récemment, le 3 novembre, le local du Conseil électoral provisoire (C.E.P.) chargé de l'organisation du srutin était incendié tandis que le siège du Parti démocrate chrétien haïtien (P.D.C.H.) était attaqué. Quelques heures auparavant, le C.E.P. avait publié la liste des 23 candidats retenus, et confirmé l'éviction de 12 personnalités, dont certains anciens ministres de l'ancien dictateur.

Deux jours plus tard, l'imprimerie responsable de la publication des bulletins de vote était incendiée. La nuit suivante trois permanences ou résidences de candidats (Marc Bazin, Grégoire Eugène et Leslie Manigat) étaient la cible de fusillades. Le 10 novembre, le C.E.P. lançait un appel « presque désespéré » au gouvernement, afin qu'il collabore avec lui pour assurer le bon déroulement de la consultation. Pour René Théodore, du Parti unifié des communistes haïtiens : « *A mesure qu'approche l'échéance, les macoutes vont intensifier leur campagne. Ils feront tout pour empêcher les élections* ».

Le C.N.G., quant à lui, joue la passivité, voire la complicité. Le général Namphy ne s'est-il pas contenté de déplorer les récents attentats, après avoir refusé d'assurer la protection des locaux du C.E.P. ? Il y a quelques semaines, l'actuel dirigeant s'est autoproclamé commandant en chef des forces armées d'Haïti pour trois ans. Simple coïncidence ? Ces quelques faits illustrent la position actuelle de l'armée, qui consolide de plus en plus son emprise et son autorité par de multiples moyens.

Une campagne sans grand intérêt

La campagne électorale proprement dite n'a suscité, au sein de la population, que peu

d'intérêt. Si bien que, début octobre, l'Eglise catholique publia un texte appelant les gens à « *une participation massive aux prochaines compétitions électorales* ». Quant aux programmes des partis politiques, ceux-ci ne présentent guère d'originalité. Voici quelques exemples.

Le Mouvement pour l'instauration de la démocratie en Haïti (M.I.D.H.), dirigé par Marc Bazin, mène une campagne tout à fait à l'américaine. Ce dernier soutenait en 1957 la candidature de François Duvalier, et fut ministre des Finances sous le règne de son fils. Le M.I.D.H. entend « *garantir l'indépendance nationale et défendre l'intérêt national* ». Tout en se prononçant pour « *une distribution équitable des fruits de la croissance* » et reconnaissant l'agriculture comme problème numéro un, il s'oppose à toute réforme agraire qui morcellerait de nouveau les terres, tablant au contraire sur effort de productivité...

Le Rassemblement des démocrates nationaux progressistes (R.D.N.P.) est dirigé par Leslie Manigat. Ancien partisan du duvalierisme, il occupa jusqu'en 1963 le poste de directeur politique au ministère des Affaires étrangères, avant de s'exiler l'année suivante. En avril 1987, son parti adopta comme mot d'ordre : « *Changer la vie pour assurer des lendemains meilleurs à tous* »... Les 21 points de « la chance haïtienne » ne sont qu'une énumération de droits élémentaires et de propositions pour l'établissement d'une société libérale.

Le Parti démocrate chrétien haitien a comme leader Sylvio Claude, opposant de longue date. Il entend « *s'unir aux ouvriers, paysans, à la petite et moyenne bourgeoisie pour changer par toutes les formes de lutte, suivant les circonstances, de fond en comble, le pays afin de le mettre sur la voie du progrès* ». Il s'agit donc d'« *affranchir le pays de la domination étrangère et de conquérir la dignité et l'indépendance nationale* ». Le P.D.C.H. se définit chrétien car pensant « *que la doctrine chrétienne répond mieux aux réalités historiques, culturelles et sociales du milieu haitien* ».

Les candidats aux présidentielles promettant monts et merveilles à une population plus que déshéritée : droit au logement, à l'alphabétisation, à l'indépendance nationale, etc., tout en n'en ayant nullement les moyens. Il est évident que quelque soit le président élu, celui-ci sera pris en tenaille entre les militaires et les intérêts américains ; les Etats-Unis accroissant leur emprise depuis la chute de Duvalier.

Selon Michel Soukar du C.O.M.A.C.O.M., formation de gauche : « *Tout est prêt pour le coup d'Etat militaire, la stratégie du secteur dur de l'armée est claire : quel que soit le futur président élu, il ne pourra pas gouverner. Le désordre sera tel que les militaires se poseront en sauveurs, faisant valoir aux Américains que le pays n'est pas mûr pour la démocratie* ».

Ces élections ne sont donc nullement un espoir pour le peuple haitien, tout juste une mascarade pour la bourgeoise de Port-au-Prince et des villes de province. Bien sûr, il n'est pas question pour nous d'assimiler dictature et démocratie, mais le choix se situe-t-il vraiment à ce niveau ou n'est-il pas fonction du rapport de force entre les exploités et la minorité détenant le pouvoir ? Il convient donc de souligner une nouvelle fois que tout changement de société s'opère dans le rue et non par les urnes. Que le peuple prenne donc sa destinée en main, que ce soit en Haiti ou ailleurs !

Jean-Claude
(Gr. Kropotkine)

BURKINA-FASO

Le pays des hommes « intègres »

THOMAS Sankara, un révolutionnaire pas comme les autres. Ce jeune capitaine est né le 21 décembre 1949 à Yako (Burkina-Faso) d'un père Peul et d'une mère Mossi, catholique. Sankara prend le pouvoir, le 4 août 1983 par un coup d'Etat, un de plus dans ce pays qui est l'un des plus misérables du monde. Les statistiques de la Banque mondiale, pour l'année 1984 classent le Burkina-Faso en 124e position sur 170 pays compte tenu de son P.N.B., et en 161e position si l'on considère le revenu par habitant.

Le pays des « hommes intègres »

Le 28 mai 1984, une tentative de coup d'Etat est déjouée, sept conjurés sont exécutés. Le 4 août 1984, la Haute-Volta est rebaptisée : Burkina-Faso (« La patrie », en Douala, des « hommes intègres », en Moré). Le jeune capitaine Sankara va remplacer le pouvoir de l'armée : l'ensemble du gouvernement et des préfets seront en majorité des militaires, c'est ainsi que Sankara concevra le pays des hommes intègres... Il restera quatre ans à la tête du gouvernement, sans effectuer ni élection ni référendum.

Blaise Compaoré auteur du coup d'Etat.

Tous les ans, l'ensemble des ministres est renouvelé. Sankara, bien sûr, reste en place : il est le chef de la « République bananière » (même si elle produit très peu de bananes !). Il affirme « *vouloir briser les vieilles habitudes héritées des visées colonialistes et néo-colonialistes* ». Les objectifs visent à :

- **l'unité nationale ;**
- **l'autosuffisance alimentaire ;**
- **l'indépendance vis-à-vis de l'étranger.**

Qu'en est-il sur le terrain ? Rassurez-vous, nous ne donnerons pas de statistiques ni de chiffres élaborés par des experts repus, nous nous « contenterons » de donner quelques informations sur la situation sur place. Il est monnaie courante de voir des groupes d'enfants âgés de 5 à 16 ans attendrent en face des terrasses de restaurants. A la main ils tiennent une boîte de conserve vide comme leur ventre ; dès que le serveur a le dos tourné, c'est la ruée sur les restes se trouvant sur la table (bouts de pain, par exemple). Lorsque certains mangent et que d'autres regardent, il est cynique de parler de solidarité, ou d'unité nationale, sentiments tant prônés par Sankara.

Un dictateur...

Les Burkinabés répugnent à s'exprimer sur la politique menée par Sankara tant la crainte des représailles est grande. Cette attitude est typique des habitants du tiers monde, soumis à un flicage systématique. Dans un pays aussi pauvre, Sankara n'a pas hésité à maintenir les effectifs pléthoriques de l'armée... En revanche, suite aux revendications des enseignants, il a démis de leur fonction 2 500 d'entre eux, arrêté et emprisonné les responsables syndicaux. Auparavant, chaque classe comptait déjà 100 élèves par classe. Avec ces effectifs, il est superflu de parler de la qualité de l'instruction ou du suivi des plus faibles.

Bien qu'il passe pour révolutionnaire, l'attitude de Sankara s'apparente à celle d'un dictateur : cultivant les discours démagogiques, comme ses confrères (Boumédienne, Nasser, Tito, Castro, Nkrumah...), il entretenait un véritable culte de la personnalité, faisant de temps à autres des déclarations fracassantes destinées à berner le peuple. N'acceptant pas d'être contrarié par les membres de son gouvernement, il aimait en un mot être l'unique décideur.

La signification de l'assassinat de Sankara par les siens en général, et par son fidèle Blaise Comparé en particulier, est claire : aucun pouvoir ne peut se maintenir par la force et le bluff. Aujourd'hui, le nouveau chef du Front populaire, Blaise Comparé, prend la relève. Que peuvent en attendre les Burkinabés ? Ces derniers ne se font pas trop d'illusions sur le pouvoir et restent discrets... en attendant un nouveau coup d'Etat peut-être, à moins que Comparé ne remette le pouvoir aux civils.

QUERANY

Droits de l'homme au Burkina-Faso

QUELQUES jours avant le dernier coup d'Etat au Burkina-Faso parvenait à la rédaction du *Monde libertaire* un texte annonçant la création d'une Ligue des droits de l'homme dans ce pays. Ce texte est très révélateur du climat de dictature imposé en son temps par le capitaine Sankara. Il n'est pas évident que le remplaçant soit plus favorable que son prédécesseur aux droits de l'homme, y compris syndicaux. Voici les objectifs que se donne la Ligue des droits de l'homme du Burkina-Faso :

- « *dénoncer et faire connaître à l'opinion publique nationale et internationale les atteintes aux droits de l'homme au Burkina-Faso (ex-Haute-Volta)* ;
- « *sensibiliser, éduquer et mobiliser notre peuple dans le combat pour la conquête des libertés démocratiques, individuelles et collectives* ;
- « *lutter afin que tout citoyen de notre pays puisse, quels que soient sa religion, son sexe, sa philosophie ou son idéologie, s'exprimer librement et défendre sans crainte ses opinions.*

« *L'opinion démocratique mondiale doit savoir que l'appropriation verbalement zélée et franchement risible que fait le C.N.R. (Conseil national de la révolution) du malheur des peuples opprimés (Afrique du Sud, Palestine, etc.) n'est rien d'autre qu'un moyen de promotion politique, destiné à faire passer sous silence la mort des opposants à l'intérieur du pays.*

« *La Ligue nationale des droits de l'homme est un instrument de formation, de réflexion et de lutte, lieu d'un débat où s'expriment et se forgent mutuellement des opinions diverses dont le dénominateur commun est le combat pour le respect des droits de l'homme. En ce sens, elle apparaît déjà comme le point de départ d'un travail de mobilisation en vue de l'émergence d'un vaste courant syndical de masse pour défendre, sur la base des principes contenus dans la Déclaration universelle des droits de l'homme, quiconque serait injustement privé de liberté* ».

Y. P.

URUGUAY

Solidarité internationale avec trois travailleurs uruguayens

NOUS vous avons déjà fait part, dans de précédents numéros du *Monde libertaire*, de l'état de la répression en Uruguay. Pays, par certains côtés, similaire à l'Argentine, avec son ex-dictature, son retour à la démocratie, ses tortionnaires impunis, etc. Les attaques que subit, de la part du gouvernement, la Fédération anarchiste uruguayenne viennent du dynamisme de nos compagnons, de leur lutte contre l'isolement que tente de leur imposer le gouvernement, de leur insertion dans les milieux ouvriers et populaires, de leur histoire de lutte et de leur refus de s'intégrer au système.

Nos compagnons ont dénoncé, à travers nos colonnes, le rôle joué par les forces armées pendant la dictature. Ils ont appuyé la demande de punition des tortionnaires et des anciens membres de ces forces armées. Ils se sont démenés pour que l'on n'oublie pas les « disparus ». Aujourd'hui, par leur intermédiaire, nous vous demandons de ne pas oublier ceux qui, là-bas, sont toujours victimes de l'intolérable.

Les inculpés

En effet, le régime en place ne s'en prend pas seulement aux anarchistes, mais aussi à tous ceux qui s'opposent à l'inadmissible, au chômage, à la misère, et qui veulent en finir avec un système qui n'a plus rien à offrir sinon le mensonge, la prison et le sang.

Nous venons d'apprendre que trois travailleurs uruguayens ont été récemment emprisonnés. La presse officielle les calomnie et les accuse de possession d'armes ; alors que les trois travailleurs en question ont nié depuis le début et qu'il n'existe aucune preuve. Ces trois prisonniers politiques ont eu diverses activités dans les zones ouvrières de La Teja, dans le domaine syndical, ainsi que dans celui de la défense des droits de l'homme.

Carlos Pilo

Carlos Pilo, âgé de 42 ans, est un ouvrier typographe fondateur de la Liste 3, aujourd'hui Association Gerardo-Gatti du syndicat des Arts graphiques. Il a été dirigeant de ce syndicat en 1968 et 1969, et a été militant durant de nombreuses années. Pendant un conflit important dans l'imprimerie (Tallers Ganino), il fut arrêté et transféré à la prison de San Ramon (Artilleria N° 4), puis au Centre général d'instruction pour officiers de réserve.

Il militait encore quand éclata la grève générale de 1973 à l'occasion du coup d'Etat. Il continua son activité contre la dictature jusqu'en 1976, date à laquelle il fut de nouveau arrêté et reconduit en prison. Cette même année, il dut s'exiler. Il retourna en Uruguay en 1980 et reprit ses activités contre la dictature. Il poursuivit une importante activité militante aussi bien sur le quartier de La Teja que dans les Comités des droits de l'homme, ainsi qu'un soutien aux campagnes pour l'amnistie des prisonniers politiques.

Durant ses détentions, il essaya de poursuivre une activité contre l'impunité des tortionnaires.

Juan Pilo

Juan Pilo, âgé de 28 ans, travailleur d'imprimerie, commença très jeune à lutter contre la dictature, également dans la zone de La Teja. Il est actuellement membre du syndicat des Arts graphiques et continue à développer son activité militante. Fondateur, avec trois autres travailleurs, de l'Intersociale de La Teja, en 1985.

Il a exercé des activités de quartier, cherchant toujours le contact populaire et développant la solidarité. Il a ainsi participé à des actions concernant la restauration, les polycliniques et le logement. Il a été particulièrement actif dans le soutien aux syndicalistes en lutte dans la zone de La Teja. Membre de la commission des droits de l'homme et du comité de soutien aux familles des « disparus », durant les derniers mois, il milita aussi contre la loi d'impunité.

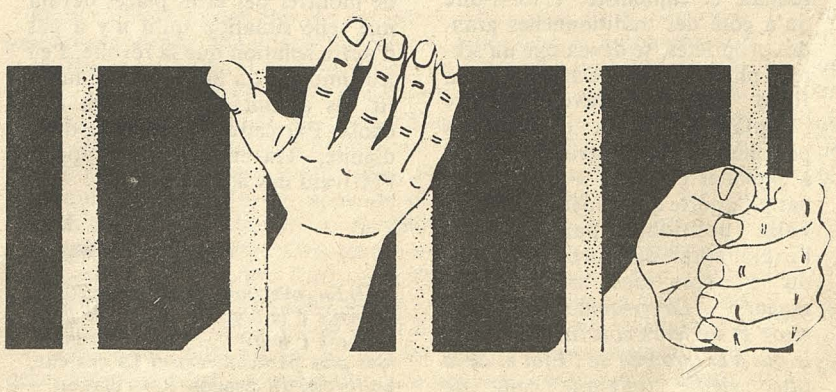
Eduardo Barreira

Eduardo Barreira, âgé de 30 ans, employé de banque, est membre de l'A.E.B.U. (syndicat). Il vit également dans la zone de La Teja. Il a milité durant plusieurs années par des activités sociales de quartier, et cela même sous la dictature.

Pendant cette période, il a été particulièrement actif dans les campagnes pour la liberté des prisonniers politiques et de dénonciation des « disparitions ». C'est aussi l'un des fondateurs de l'intersociale de La Teja. Il a rejoint la commission du restaurant d'enfants du Club athlétique « Progrès » et prit part à des luttes de locataires. Il a participé à de nombreuses activités de solidarité et de soutien à des ouvriers en lutte dans la région. Membre également du comité des familles des disparus, il est actif dans la lutte pour un référendum et contre la loi d'impunité.

L'organisation du soutien

Comme nous le voyons, ces trois travailleurs ont un certain nombre de points communs, qui apparemment gênent beaucoup l'Etat uruguayen. Le passé dictatorial gêne nos nouveaux démocrates, mais le silence est pesant et la mémoire ne s'efface pas toujours d'un trait.



Un comité de solidarité aux prisonniers politiques s'est créé pour faire libérer Carlos Pilo, Juan Pilo et Eduardo Barreira. Des organisations sociales y participent (syndicats, commissions des droits de l'homme, centres culturels, organisations étudiantes, groupes d'action populaire, etc.). Six partis politiques soutiennent pour le moment le comité.

Les trois ouvriers récemment emprisonnés sont les premiers prisonniers politiques du nouveau régime, mais écoutons plutôt ce que nous dit le comité de solidarité : « *Le comité de solidarité avec les prisonniers politiques est obligé, dans un soucis d'information, de faire ce communiqué à caractère général. On ne s'attardera pas ici sur les aspects technico-juridiques et détails précis, qui sont actuellement étudiés par les avocats de la défense et que nous ferons connaître prochainement.* »

Les faits

« *Dans les premières heures du 29 octobre 1986, des effectifs de la police de la section 19 ont pris (sans mandat de perquisition) d'assaut une maison au n° 4 232 de la rue Pedro Celestino Bauza, dans le quartier de La Teja. Il est important de garder à l'esprit que, lors de l'assaut des forces de police, aucun des locataires n'était présent.*

Plus tard, toujours dans la même matinée, les forces de police pénètrent dans le domicile de Carlos et Juan Pilo, dans la rue citée ci-dessus, ainsi que dans le domicile d'Eduardo Barreira, également propriétaire de la maison prise d'assaut.

Tous trois sont connus comme des militants ayant une longue activité sociale, dans la zone de La Teja. Les trois compagnons sont alors invités à se présenter immédiatement à la section 19 de la police. Ce qu'ils font le jour même. La police de cette section recherchait déjà les frères Pilo et Barreira pour un « attentat » contre un club politique de la Liste 15, situé dans la zone. Le dit attentat n'étant en fait que des taches de goudron devant ce club (!). On a essayé de relier ce fait avec un bombage politique réalisé le même jour. Les compagnons nient toute participation à cet « attentat ».

Les accusations

Il faut savoir que les compagnons ont reçu des menaces de la part de la police, ainsi que de la part de membres de la Direction nationale de l'intelligence (D.N.I.). Toutes ces menaces indiquaient aux compagnons que la police était décidée à suivre cette " affaire " coûte que coûte, pour convaincre la justice. " Quoi qu'il en soit, nous vous mettrons dedans ", a dit un jour un officier de police.

Une atmosphère de suspicion se crée autour de ce que la police dit avoir découvert dans la première maison prise d'assaut. Nous rappelons que la perquisition s'est effectuée sans mandat et sans autre présence que celle de la police.

" On " commence à dire différentes choses. Tout d'abord, " on " aurait retrouvé des éléments liés à l'" attentat ", peu après qu'" on " y ait retrouvé des cadavres enterrés (!). " on " prend des précautions spéciales avec une bouteille qui, d'après la police, contiendrait de la nitroglycérine (la bouteille en question ne contenant pourtant que de l'eau minérale).

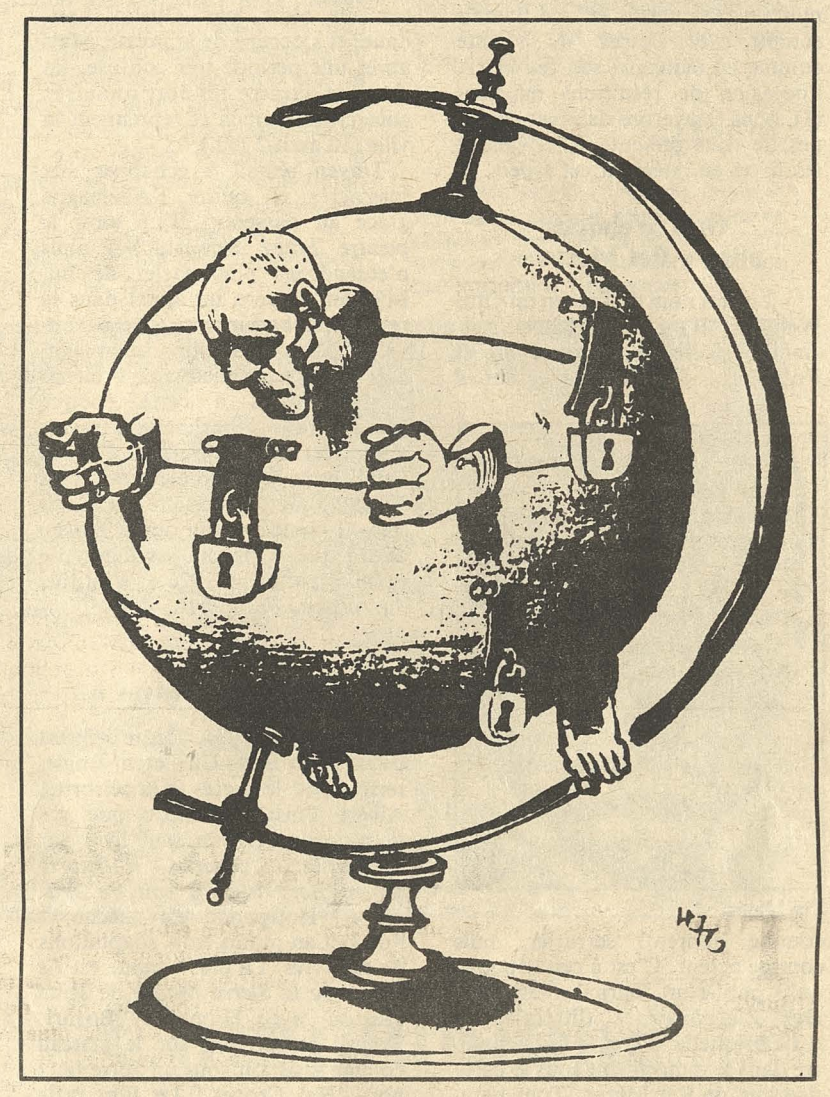
Mais cela ne suffisant pas, " on " ajoute qu'" on " aurait également trouvé de puissantes bombes. Dans ce cadre, apparaît également une échelle d'antel, soit-disante preuve d'un présumé vol. Comme on le voit, et la même chose arrivera lors du jugement, les accusateurs ont besoin d'une foule de " preuves ", qui vont de bombes à une échelle...

Une première fois, le juge ne donna pas suite aux accusations. Par la suite, dans d'autres instances juridiques, il en adviendra de même. Nous arrivons ainsi au 14 septembre 1987 ; il s'est écoulé environ un an depuis l'arrestation. Finalement, les peines demandées par le procureur vont de 6 à 18 ans de prison. Le juge présent, encore une fois, considère comme non fondées les charges et rejette les accusations.

Une nouvelle inculpation

Alors que le dossier semblait clos, les compagnons doivent de nouveau comparaître le 12 octobre 1987, mais cette fois-ci sur l'accusation de " possession d'instruments de destruction ". Les compagnons ont pourtant toujours nié avoir eu connaissance de l'origine et de l'existence du dit " matériel de destruction ".

Ce cas juridique a été qualifié d'insolite par des spécialistes, et il n'y a pas, jusqu'à aujourd'hui, de précédents de ce genre. Le juge actuel a pourtant demandé la mise aux arrêts des compagnons.



Ces persécutions, qui durent depuis plus d'un an, ont été menées pour des raisons précises :

- *les efforts des procureurs visent à coller un délit, quelqu'il soit, sur le dos de ces trois travailleurs ;*
- *le suivi de l'affaire par le quotidien pro-gouvernemental (déformant et inventant des faits et situations) laisse supposer l'existence d'une intention politique qu'il importe de découvrir.*

Dans le cas de certains journaux, les choses vont encore plus loin. Toute l'affaire est présentée comme si elle était récente, alors qu'elle date presque d'un an.

Il est frappant de voir que ce type de campagne se produit avant le référendum. De tout ce qui vient d'être dit il ressort que la liberté des compagnons dépend des organisations populaires.

Plus qu'une attaque contre trois compagnons, cela doit être considéré comme le début d'une politique de contrôle des organisations populaires dans leur ensemble. Aussi la réponse ne peut être que collective et rassembler la plus grande quantité possible d'organisations ».

Il est urgent de lancer une campagne internationale de dénonciation de cette manœuvre policière, et de demander la libération de ces trois travailleurs uruguayens. Aussi, nous vous invitons, dans un premier temps, à faire connaître cette affaire. Nous vous tiendrons au courant de ses suites. Vous pouvez signer une pétition en solidarité avec ces trois travailleurs à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Traduit par les Relations internationales

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.

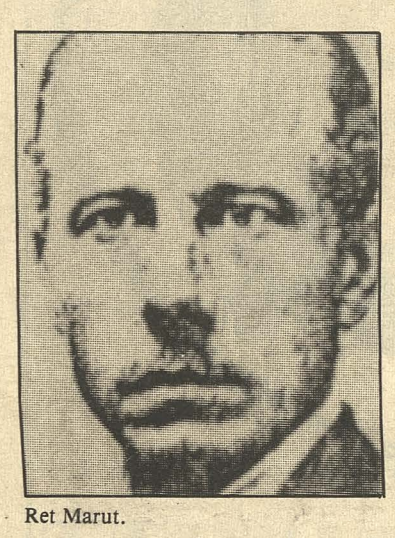
TRAVEN

L'écrivain des hommes libres

TRAVEN est un écrivain de renommée mondiale et dont les livres sont des best-sellers. On a parlé de lui comme d'un nouveau Jack London. Pourtant sa biographie est restée longtemps mystérieuse, l'auteur s'ingéniant à brouiller les pistes. Aujourd'hui, on arrive par recoupements à reconstituer sa vie ; mais une partie est encore peu connue, celle de son passage dans notre mouvement. Car Traven a été un militant anarchiste et n'a jamais rompu avec l'esprit de révolte comme en témoigne son œuvre. A l'occasion de rééditions massives (1), nous essayerons dans ces colonnes de vous présenter l'écrivain et ses livres en intégrant cet aspect.

Otto Weinicke alias « Ret Marut »

Le vrai nom de Traven est Otto Weinicke. Il est né en 1882 en Posnanie prussienne (aujourd'hui en Pologne). Il travaille d'abord



Ret Marut.

comme apprenti serrurier, puis comme acteur. C'est à cette époque qu'il publie un journal anarchiste, *Der Ziegelbrenner* (littéralement « Le briquetier »), et se fait connaître dans le mouvement sous le pseudonyme de Ret Marut. Tout naturellement, il s'installe en Bavière où la bohème littéraire de Munich est très influencée par les idées libertaires. La figure principale de ce courant est l'écrivain Erisch Mühsam, qui tente de développer ce courant en créant le groupe Action.

Lorsqu'en novembre 1918 la monarchie est renversée et la République proclamée, des anarchistes comme Müsham, Gustav Landauer, Josef Sontheimer et Ret Marut/Traven luttent pour défendre les conseils ouvriers. Ils s'opposent au responsable socialiste Kurt Eisner, qui dirige alors la République. Après sa mort, une République des conseils est proclamée, le 6 avril 1919. Les anarchistes en sont les principaux responsables. Traven travaille alors avec Gustav Landauer et s'occupe de la presse. Mais après une période très confuse, les troupes contre-révolutionnaires encerclent Munich et reprennent la ville (30 avril-2 mai).

Traven réussit à échapper aux massacres et quitte l'Allemagne grâce au passeport d'un ami, le peintre Franz Seiwert. Ses amis n'entendront plus parler de lui. Müsham lancera un appel dans la revue *Fanal* pour avoir de ses nouvelles. Nous le publions ici en français pour la première fois (voir ci-contre). Mais à cette époque Marut/Traven bourlingue à travers le monde. Il est refoulé au Canada emprisonné en Angleterre, puis s'installe, définitivement, au Mexique. Il prend le nom de B. Traven avec lequel il signera ses livres. Le premier paraît en 1926 et s'intitule *Le vaisseau des morts*.

B. Traven alias « Hal Croves »

A partir de 1934, son œuvre est publiée aux Etats-Unis et en Angleterre. C'est le succès et la célébrité. Albert Einstein déclare que s'il devait emporter un seul livre sur une île déserte, ce serait « *n'importe lequel, pourvu qu'il soit de Traven* » ! Hollywood est alléché et l'on fait au moins trois adaptations de ses livres. La plus connue est *Le trésor de la Sierra Madre* de John Huston, avec Humphrey Bogart. Traven est présent sur le plateau comme assistant sous un autre faux nom, Hal Croves ! Le film rafle trois Oscars. Traven meurt au Mexique le 26 mars.

On s'est longtemps interrogé sur son souci d'effacer des éléments de sa biographie. Traven est même retourné en Allemagne pour brouiller les pistes. Aucune des explications fournies ne sont satisfaisantes. Ce n'était pas le fils du Kaiser ou le pseudonyme d'une célébrité, comme on l'a prétendu. Son passé politique n'est pas non plus une bonne explication, car les anciens des conseils de Bavière furent amnistiés dès 1925.

Hal Croves.

En fait il s'agit d'un trait de caractère. Traven détestait se faire photographier, et il justifia son souci de l'anonymat en écrivant à son éditeur : « *La biographie d'un créateur n'a absolument aucune importance. Si l'auteur ne peut être identifié par son œuvre, c'est que celle-ci, comme lui-même, ne valent rien. Un créateur ne saurait avoir d'autre biographie que son œuvre.* » (2). Au moins Traven a-t-il réussi, puisqu'il nous captive sans ces raisons extérieures à la littérature qui font souvent la renommée d'un écrivain.

L'esprit de révolte

L'œuvre de Traven se caractérise par le dépaysement et l'esprit de révolte. Le dépaysement parce que Traven a su tirer profit de son séjour au Mexique et qu'à l'exception d'un seul, *Le vaisseau des morts*, ses meilleurs livres se situent dans ce pays. Mais ce n'est pas un Mexique de carte postale. C'est celui d'un pays opprimé.

Généralement, l'action se déroule sous le règne du dictateur Porfirio Diaz, juste avant la révolution de 1911. Traven réussit le tour de force de faire une description sociologique sur le ton du récit d'aventure. Il faut mettre à part *Le trésor de la Sierra Madre* qui est une histoire de chercheurs d'or pas très intéressante (comme par hasard c'est le seul livre qui a marché en France).

Les autres romans mettent en scène le peuple mexicain, principalement les indiens. « *Candido Castro, l'indien tsotsil, vivait avec sa femme, Marcelina de Las Casas, et ses deux jeunes fils, Angelino et Pedrito, dans un petit rancho qui faisait partie de la colonie agricole indépendante de Cuishin, aux environs de Chalchihuistan. Son modeste bien couvrait un peu plus de deux hectares d'un sol rocailleux, desséché, calciné, qu'il lui fallait travailler âprement pour nourrir les siens.* » (*La révolte des pendus*).

De même, dans *La charette*, le personnage principal, Andres, est un indien Tzeltal. Il est évident que cette partie de la population est la plus exploitée. Ses terres lui ont été volées lors de la colonisation : « *En dépit de ces fréquents changements de propriétaires, la terre ainsi que ses habitants d'origine restèrent les mêmes, immuablement. Les mêmes familles continuèrent à vivre dans la « finca », tout comme elles y avaient vécu avant l'arrivée des Espagnols. Fidèles à la terre , ils attendaient, calmes et impassibles, le jour où elle leur serait rendue.* » (*La charette*).

Cette exploitation est à la fois féodale et capitaliste. C'est-à-dire qu'à côté des traditionnelles grandes propriétés, se développe un secteur plus moderne. Dans le roman *Rosa Blanca*, Traven montre l'implantation des compagnies pétrolières yankees, avides de terres à exploiter et prêtes à les acquérir par n'importe quel moyen. Les pouvoirs politiques passent mais l'exploitation demeure. Le marin du *Vaisseau des morts* lance, rageur : « *La tyrannie des empereurs et de leurs courtisanes a cédé le pas à la tyrannie de l'Etat et de la plus vieille religion, celle de l'Argent ; nulle n'a de meilleurs prêtres ni de plus belles églises. Yes, sir, c'est comme je vous le dis.* »

C'est pourquoi le péon mexicain n'est pas plus passif que l'ouvrier européen, il est tout simplement ligoté par les diverses autorités, propriétaires terriens, patrons, curés, Etat. Chaque fois que c'est possible, il se révolte contre une autorité effroyable. Cela peut se faire de différentes façons. Dans *La charette*, Andres s'émancipe par l'éducation et par la découverte d'autres villages que le sien. Dans le chef-d'œuvre de Traven, *La révolte des pendus* (3), les indiens massacrent leurs patrons et créent une armée révolutionnaire.

Traven, un écrivain loin des clichés hollywoodiens.

Certains lecteurs, gavés de propagande, croiront peut-être au roman à message, mais Traven ne délivre pas de mots d'ordres, ne donne pas de leçons politiques. Il se contente de montrer des êtres placés devant une telle situation qu'il n'y a pas d'autre solution que la révolte. Peu leur importe qu'ils doivent en mourir, ils auront au moins fait leur choix. Par cette redécouverte de la dignité, Traven peut être appelé l'écrivain des hommes libres !

Yves
(Gr. Flores-Magón)

(1) En collection de poche chez 10/18, en vente à la librairie du Monde libertaire (33 F le livre). Nous vous conseillons plus particulièrement La charette, La révolte des pendus, Rosa Blanca.

(2) Cité par Olivier Barrot dans la préface.

(3) Le titre La révolte des pendus *vient d'un supplice authentique infligé par les compagnies forestières à leurs bûcherons en les pendant par les oreilles.*

Où est le « Ziegelbrenner »

UN lecteur de *Fanal* sait-il où se trouve le Ziegelbrenner ? Ret Marut, camarade, ami, compagnon de lutte, homme, signale-toi, bouge-toi, donne signe de vie ; ton cœur n'est pas devenu celui d'un « bonze », ton cerveau ne s'est pas sclérosé, ton bras n'est pas devenu paralysé, ton doigt engourdi. Les Bavarois ne t'ont pas eu en 1919 ; ils te tenaient déjà au collet quand tu leur as encore échappé dans la rue. Autrement, tu te trouverais sans doute aujourd'hui là où se trouvent Landauer et tous les autres, de si vivants esprits, là où je serais aussi s'ils ne m'avaient déjà eu 14 jours avant et ne m'avaient traîné hors de ce centre où l'on assassine.

A présent ils ne peuvent plus t'embarquer. L'amnistie de l'an passé doit t'être applicable. Un jour viendra où l'on établira devant l'histoire la formation et le déroulement de la « commune » bavaroise. Ce qu'il y a eu jusqu'à maintenant relevait d'un jugement partisan et confus, inspiré par la sottise et la haine, de manière injuste et pharisienne. Moi aussi je suis trop partie prenante, trop étroitement et personnellement impliqué dans les événements, trop profondément mêlé aux controverses sur les erreurs et les mérites de cette révolution pour savoir en être l'historien avec assez d'objectivité.

Tu étais le seul actif dans les événements et capable, en même temps, de voir avec le recul ce qui allait mal, ce qu'on voulait de bien, ce qu'on entreprenait de juste et ce que l'on aurait dû entreprendre de plus juste. La succession de Landauer, ses lettres, ses discours, son action sur la fin, il faudra les soumettre dans peu de temps à la critique publique. Tu étais à ses côtés ; le secondant, le stimulant lorsqu'il était commissaire du peuple à l'Information et à la Propagande. Nous avons besoin de toi. Qui connaît le « briquetier » ? Qui, parmi les lecteurs de *Fanal*, sait où l'on peut trouver, toucher Ret Marut ? Que celui qui peut le trouver, lui remette ce numéro. Beaucoup demandent de ses nouvelles, beaucoup l'attendent. Nous lançons un appel.

Erich MÜSHAM
***Fanal*, 1926**

NOTE DE LECTURE

« Zone » de Degaudenzi

« *POUR la première fois, un homme qui l'a vécu raconte cet enfer* », indique la préface de *Zone*, le roman-témoignage de Jean-Louis Degaudenzi. La formule résume bien ce livre que l'on lit avec horreur, et pourtant avec passion.

Jusqu'à présent, les clochards n'avaient guère inspiré que des reportages larmoyants ou plus ou moins bidons. Ils avaient ému, lors de la campagne de Coluche pour les restaus du cœur. On s'était rassuré sur leur sort en apprenant, au plus glacial de l'hiver, que Chirac, dans sa grande bonté, leur avait ouvert certaines stations de métro pour la nuit. L'ultime pauvreté est même un bon sujet de conversation de salon ou de Parlement. Rares étaient les témoignages authentiques (citons Maurice Joyeux dans ses mémoires), mais jamais personne n'avait décrit avec tant de violence, de rageuse précision, les conditions de vie d'un clochard.

Un témoignage

Jean-Louis Degaudenzi fut journaliste avant d'être clochard, et avant de se révéler un très grand écrivain. La lecture de son livre ne nous apprend ni pourquoi il est tombé dans la zone, ni comment il en est sorti. Une seule chose est certaine : il y a vécu, au-delà de la souffrance, au-delà de l'humiliation, durant un an. Et rien ne lui a été épargné, dès le début de son errance, d'un tabassage en règle de néo-nazis en mal de ratonnade, il a aussi connu les rafles des flics, la manche, les repas triés dans les poubelles, la fauche, l'Armée du salut, le froid, la faim, avec les bitures comme unique refuge. A ce stade de déchéance, la misère engendre rarement la solidarité. Les clochards gardent jalousement leurs tuyaux, le désintéressement n'existe guère et les règlements de comptes sont sanglants.

La fosse d'aisance de notre société

« *Le monde entier me prend pour un rat. Mais qu'est-ce que je suis venu foutre dans la zone ? J'aurais peut-être pu m'en sortir autrement, voyons ! Tous les paumés de l'amour et du fric ne finissent quand même pas dans les fosses d'aisance de leur société ! J'ai été dingue, défoncé, de me faire confiance à ce point ! C'est pas un roman ! C'est pas un rêve ! C'est ma peau que je joue !* ». Faut-il systématiquement qualifier une écriture de célinienne, dès qu'un auteur allie un style superbe aux mots de la rue ? Ce style est le sien, même si la vie qu'il décrit est aussi celle de centaines de S.D.F. (sans domicile fixe) aujourd'hui à Paris. Des clochards que l'on regardera peut-être d'un autre œil après la lecture de ce livre.

Mais *Zone* n'est pas un plaidoyer. Degaudenzi ne dénonce personne en particulier, ne propose rien. « *La zone, c'est la fosse d'aisance de notre société* », se contente-il d'affirmer, récit à l'appui. C'est paraît-il dans les toilettes que l'on juge le mieux de la bonne tenue d'une maison. La même règle est sans doute valable pour une société toute entière. Alors, en plongeant dans *Zone*, ne vous attendez surtout pas à des odeurs de rose.

Pascale CHOISY

NOTE DE LECTURE

L'actualité de la Charte d'Amiens

QUE des universitaires éprouvent le besoin de se réunir en colloque pour parler de la Charte d'Amiens et de son actualité peut paraître surprenant. Au pire comme au meilleur ! C'est malheureusement trop souvent le lot de ces juxtapositions hétéroclites de contributions de spécialistes divers qui, sur un sujet social, réagissent plus en fonction de leurs préjugés sociaux que d'une analyse sérieuse.

Commençons par le pire : une analyse de l'intégration du syndicalisme dans l'entreprise par Jacques Chevallier. En-dehors de découvrir la passion de l'auteur pour le syndicalisme inauguré par la C.F.T.C., on ne sera pas étonné de le voir maltraité le syndicalisme des fonctionnaires, lui qui fut l'auteur d'un fameux rapport sur l'avenir des P.T.T. qui concluait à la nécessité de les privatiser et de diminuer le poids des syndicats...

Trop de ces articles sont le fait de spécialistes projetant sur un monde qu'ils ne connaissent pas des théories apprises pour servir « de l'autre côté de la barrière ». Certains pourtant constituent une mine de renseignements, telle l'analyse de l'évolution du syndicalisme des fonctionnaires, par Danièle Lochak, ou les éléments de jurisprudence concernant le rôle politique des syndicats (Nicole Decoopman) ou l'utilisation du droit de grève (Norbert Cohen).

Retenons deux articles particulièrement dignes d'intérêt ; celui d'Yves Poirmeur, qui brosse avec lucidité les différentes manières dont les organisations syndicales ont tenté de donner au moins l'apparence de l'indépendance. Nous sommes bien là au cœur du problème soulevé par la Charte d'Amiens, et il est possible à cette lecture de se poser la question : ceux qui s'en réclament si hautement la respectent-ils vraiment, sinon à la lettre, du moins dans son esprit ?

Reste l'article de Bernard Grelon qui, recherchant les formes de démocratie dans l'entreprise, décortique les tentatives d'intégration du syndicat, pour mieux nous montrer combien les dés sont pipés, la reconnaissance de la « légitimité » patronale par le syndicat n'étant jamais payé de retour qu'autant que le syndicat se plie aux règles voulues par le patron, et ce avec la bénédiction du pouvoir judiciaire à travers ses dernières jurisprudences.

Mais cela fait bien maigre pour inviter le lecteur à ouvrir cet ouvrage (1). Citons quand même la perle de ce recueil, puisqu'on pourrait m'accuser de critiquer trop facilement des universitaires qui se mêlent de choses qu'ils ne connaissent nullement. Dans cet article particulièrement insignifiant, visant à démontrer la désuétude du syndicalisme, Raphaël Draï se demande si la Charte d'Amiens a bien passé son centenaire... Rappelons au distrait que l'ouvrage auquel il a aimablement collaboré avait pour but les quatre-vingts ans de la Charte d'Amiens !

LE PETIT

(1) Publication du Centre universitaire de recherches administratives et politiques de Picardie (P.U.F., 1987) regroupant les contributions à un colloque organisé le 7 novembre 1986.

CINÉMA

« Le dernier empereur »

VOUS savez ce que dit la nounou chinoise à son bébé ? C'est l'empereur de Chine, il n'a pas encore l'âge de tenir debout, et vous savez comment elle lui parle ? Elle commence comme ça : « *Once upon a time...* » Oui, oui, en anglais, comme chez Walt Disney, avec Blanche-Neige, Cendrillon et tout le bazar ! Et, bien entendu, dans la Cité interdite tout le monde parle la langue de Buffalo-Bill...

L'américanisme a encore frappé

Déjà, au milieu de la toundra, le docteur Jivago s'exprimait comme Groucho Marx. Déjà, dans la Rome antique, Jules César avait l'accent de Brooklyn (Brando avait joué un docker yankee, il pouvait bien nous faire un empereur latin). Plus près de nous, on s'attendait à tout moment à entendre nos bons moines médiévaux se mettre à chanter « *Drink Coca-Cola* » (*Le nom de la Rose*). Même chose pour les bandits ritals, prêts à mourir en hurlant : « *Damned, Mama, I am dead !* » (*Le Sicilien*).

A présent, ça se gâte. On ne se donne même plus la peine de nous traduire les titres (*Une Jaquette de métal*, c'est quoi ? Un truc de pédés pour ne pas attraper le S.I.D.A. ?). Je connais même des films français qui se sont faits naturaliser (*Funcking Fernand*) ! Et même quand on nous traduit, on nous gruge (*Les roustons de l'espace*) titre l'original, c'est quand même mieux que *La Folle histoire de l'espace*.

L'américanisme nappe d'uniformité tout ce qu'il touche. C'est comme un monstrueux ketchup culturel dont on recouvrirait tout ce qui se présente : rouleaux de printemps, bœuf Strogonoff ou cassoulet, de peur que ça n'ait pas assez de goût.

Comme Dupont et Dupond

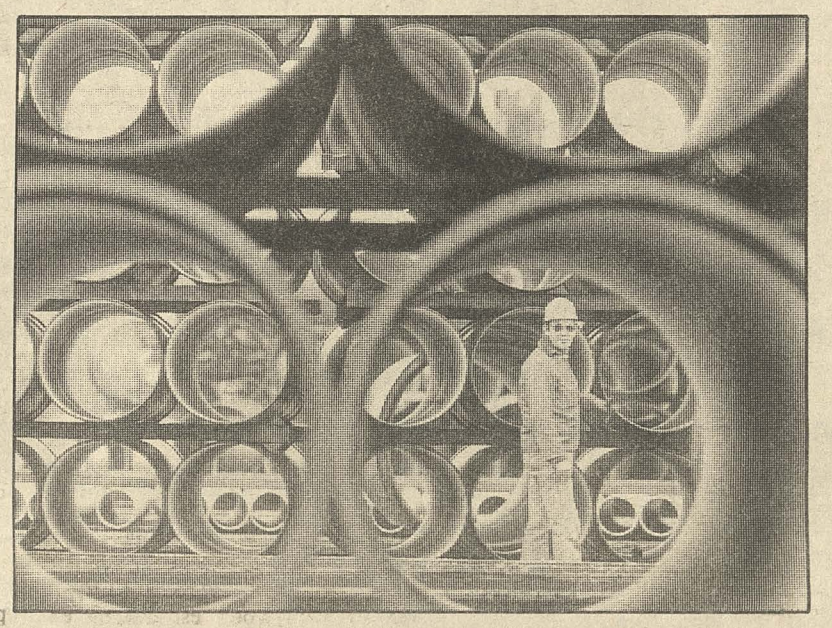
Après ça, comment voulez-vous qu'on vous parle du film ? Comme dit, sans rire, un des personnages : il faut connaître les mots de sa langue, c'est ça qui conditionne la pensée ! C'est une très belle carte postale, les mouvements de foule sont impressionnants (j'ai cru reconnaître un ou deux chauves qui jouaient dans *Gandhi*), mais ça a beau être l'histoire authentique du dernier empereur de Chine, ça a le goût de la Chine, mais...

Les Ricains sont comme Dupont et Dupond dans Tintin : quand ils vont à l'étranger, ils se déguisent eux-mêmes en autochtones. Comme ça, ils sont sûrs de trouver du folklore... Rue de Rivoli, on vend des maillots décorés avec un personnage portant béret et baguette sous le bras. Spécial touriste *overseas*... Et vous savez qui c'est le personnage ? C'est Snoopy ! Au moins, quand ils rentreront au Texas, ils ramèneront un souvenir bien de chez eux !

Nous, vraiment, nous français, on l'a « *in the baba* », comme on dit dans les faubourgs. Ça m'écœure, tiens, je vais me faire une toile. Je vais aller voir *John of the Little Flower*... (1)

DAGORY

(1) Jean de Florette, *putaing cong*...



ROCK

Les Scraps

DEPUIS 1983, sur la scène punk lilloise ça déménage : grâce aux Scraps (1). Révolution culturelle (un anarcho-punk plus que jamais revendiqué et toujours plus corrosif), ébulition permanente. Les Scraps forment un quintet de choc. Dans le désordre, il y a Charogne à l'hystérie vocale contrôlée (un écorché vif !) ; le guitareux Gros Bœuf, qui lui se contrôle moins (ça balancé hardcore) ; la basseuse Cécile, qui déblatère le rythme (sauvage) et Crasseux, qui bat ses caisses (un teigneux, faut pas lui chercher les poux !). Max tient le stylo, sans concessions. La révolte abreuve leurs sillons. Ils dénoncent l'intolérance ; la concentration industrielle ; le racisme et la haine des beaufs envers les immigrés ; les blagues sexistes d'ex-adjudants-chefs qui s'imaginent philosophes ; les brutalités et les méthodes policières ; la propagande abjecte et dangereuse de Le Pen et sa clique ; la vivisection ; les mensonges dogmatiques et ragots sectaires des curés de tous poils.

Mais la pratique des Scraps est aussi contructive. Ils développent sans discontinuer une scène alternative, autonome et autogérée sur la métropole. Ils luttent au concret contre les multinationales du disque : « *Barclay, fuck you* ». Ils assurent la promotion des labels indépendants. Parallèlement, le gang détaille l'actualité anarcho-punk nationale et internationale tous les mercredis, de 17 h à 18 h, sur le seul média libre et associatif lillois, Radio-Campus (99.6 MHz). Ils viennent de commettre un nouveau disque, « Aaaargh » (2), encore brûlant d'urgences. Un son qui réveillera vos voisins, poussera votre conjoint(e) à la scission. Des textes explosifs et sans angélisme ni idéalisme. Il hurle contre Pasqua et l'ordre ventripotent des « bien-pensants » pétris de certitudes faciles : « *au service des bourgeois, les flics ont tous les droits* ». Il met aussi Bertold Brecht en musique. On l'aura compris, l'humeur des Scraps est vraiment noire. Mais leur programme est le nôtre : ouvrir partout de nouveaux espaces de liberté.

Dorothée TASSEZ
Willy PELLETIER
(Gr. Benoît-Broutchoux de Lille)

(1) Lire l'article du Monde libertaire *n°638.*
(2) Disponible notamment à Scraps, 43, rue de Turenne, 59000 Lille.

FANZINE

Du nouveau à Bruxelles

« ROCK dans l'Obscurité » n'est pour l'instant qu'un magazine d'information, réalisé par une sympathique équipe belge (1), sur la musique actuelle qui se joue dans l'ombre (pas pour nous, bien entendu !). En parallèle des hits-parades, des Sabatiers qui ne vont plus très fort — on ne le reçoit plus cinq sur cinq — on peut apprécier chaque jour un peu plus, l'extension, par contamination individuelle, de la scène alternative.

Honneur à tous ceux qui y contribuent directement ou indirectement (l'important n'est-il pas d'y participer) dans l'immense espoir, un jour, de briser l'infernal et incontrôlable cycle du show-business.

Aussi à vous, libertaires de toutes sensibilités, j'ai le plaisir de vous présenter un tout nouveau numéro de « Rock dans l'Obscurité » réalisé par des gens comme moi et diffusé par des gens comme moi et peut-être vous. Alors ? cela vous tente ?

On pourra apprécier, en outre, la nouvelle présentation du dernier numéro (n° 17) puisque composé par computeur avec 38 pages environ pour un prix qui reste le plus modeste possible (2).

Catherine DELEPINE

(1) Pour tout contact : « Rock dans l'Obscurité », c/o Stéphane Cuyle, 18, rue d'Arenberg, 1000 Brussels, Belgique.
(2) Prix du muméro : 50 FB (7 FF).

Communiqué

A l'initiative de Radio-Libertaire, à laquelle s'associent plusieurs dizaines de stations associatives, culturelles et non-commerciales, aura lieu une semaine nationale des radios non-commerciales pour Jean-Paul Kaufmann et les otages du Liban (du 1er au 7 décembre).

Durant la semaine du 1er au 7 décembre, ces radios diffuserons une émission sur la situation des otages et la politique de ventes d'armes de la France. Cette émission sera animée, entre autres, par Joëlle Kaufmann et un représentant de la Ligue des droits de l'homme.

La première diffusion, directe, se tiendra sur l'antenne de Radio-Libertaire (89.4 MHz), le lundi 1er décembre à 20 h 30.

Radio-Libertaire

Programmes de Radio-Libertaire (89.4)

Jeudi 26 novembre

« 89.4 le matin » (10 h à 12 h) : commentaires à chaud, avec comme invité Théophile.
« Epsilonia » (22 h 30 à 0 h 30) : Didier, du groupe Achwgha ney woode, parle des musiques post-modernes ; presse et reportage.

Vendredi 27 novembre

« H. comme hasard » (12 h à 14 h) : pour une éthique de la science, avec comme invité Georges Peries (chercheur en virologie).

Samedi 28 novembre

« Emission spéciale » (9 h 30 à 10 h 30) : un an après, que sont devenus les blessés des manifestations étudiantes, avec pour invités Maurice Duval (du Comité des familles), François Rigal (blessé le 4 décembre 1987 aux Invalides).
« Music in the glen » (17 h 30 à 18 h 30) : musiques et folklore irlandais.
« Santé et médecine » (18 h 30 à 20 h 30) : revue de presse.
« Nuit off » (24 h à 4 h) : solitude moderne et onanisme.

Vendredi 4 décembre

« H. comme hasard » (12 h à 14 h) : histoire et renaissance de l'hébreu, avec Michel Masson, linguiste.

Samedi 5 décembre

« Nuit off » (24 h à 4 h) : solitude et onanisme (suite et fin).

THÉORIE RÉVOLUTIONNAIRE

Le mouvement nihiliste russe

ON a généralement une vision fausse du nihilisme russe : soit il signifie le chaos (tout comme l'anarchisme serait le désordre), soit on le représente par un terroriste exalté. Or le nihilisme n'a jamais prétendu au néant, ni élaboré une stratégie politique particulière. Il s'agissait bien plus de comportement. Très localisé, il disparut sans réelle postérité. Le nihilisme présente donc surtout un intérêt historique.

Tout d'abord, il faut savoir que le nihilisme ne s'est jamais constitué en mouvement organisé et n'a jamais cherché à se donner un nom (1). C'est d'abord le rapprochement d'écrivains comme Dobrolioubov (1836-1861), Dimitri Pisarev (1840-1866) et surtout Nicolas Tchernychewski (1828-1889) qui a marqué profondément la pensée russe. Il faudrait un article entier pour résumer ses travaux (ses œuvres font seize volumes !). Chronologiquement, la grande période du nihilisme se situe entre 1855 et 1866.

Le tsar Alexandre II, qui vient au pouvoir en 1855, paraît plus libéral que son père Nicolas Ier, dont le premier jour de règne avait été marqué par la pendaison publique d'officiers révoltés : les décabristes. C'est une période d'attente, puis de déceptions, puisque Alexandre II annonce des réformes alors que le joug pèse toujours autant sur la société. Les textes des nihilistes sont souvent vagues et confus en raison de la censure. C'est ainsi que Tchernychewski mentionne de différentes façons le traducteur russe des *Discours* de Egel ; il s'agissait de Bakounine, alors en prison, dont il était interdit d'écrire le nom !

Les nihilistes s'indignent de la passivité qui règne en Russie. Un roman de Gontcharov (qui n'est pas nihiliste) symbolise cette apathie par son personnage, Oblomov qui, à chaque moment décisif de sa vie, préfère se rendormir. Les nihilistes mettent dans le même sac les conservateurs, les réformistes, les romantiques et les dandys esthètes qui, tous, concourrent à entretenir cet état de fait. Si le peuple russe souffre, cela ne doit pas provoquer des lamentations mais la préparation de la révolution dont on ne peut pas faire l'économie. Tchernychewski écrit en 1853 : « *Bientôt, chez nous, ce sera l'émeute ; si elle a lieu, j'en serai très certainement.* » (2).

Tolstoï fut, lui aussi, influencé par Tchernychewsky

Un scientisme extrêmiste

Cette révolution se prépare par l'éducation et la connaissance. Tchernychewski conseille d'apprendre plusieurs langues pour découvrir les penseurs étrangers. Les jeunes, séduits par ces thèses, se passionnent pour les sciences, parfois avec excès. Albert Camus fait remarquer que « *Wladimir Weidlé a raison de définir le nihilisme comme un obscurantisme rationaliste. La raison chez eux annexait curieusement les préjugés de la foi ; la moindre contradiction de ces individualistes n'était pas de choisir, pour type de raison, le scientisme le plus vulgaire. Ils niaient tout, sauf les valeurs les plus contestables, celles de M. Homais.* » (3).

C'est que, pour balayer le mysticisme slave, les nihilistes en arrivaient à prôner un scientisme extrêmiste. L'écrivain Tourgeniev met en scène un nihiliste, Bazarov, dans son célèbre roman *Père et fils*. A la bonne société russe, Bazarov lance des propos provocateurs tels que : « *Je me permettrai de vous dire que je ne crois nullement nécessaire d'apprendre à connaître chaque individu en particulier. Tous les hommes se ressemblent, tant pour le corps que pour l'âme ; chacun de nous a un cerveau, un cœur, une rate, des poumons construits de la même manière (...) Un tel exemplaire humain suffit pour juger tous les autres. Les hommes sont comme les bouleaux des forêts ; aucun botaniste ne s'avisera d'en étudier chaque échantillon séparément.* » (4).

Il faut dire que le roman fut très mal reçu par les nihilistes qui jugeaient le personnage de Bazarov purement négatif. Car les nihilistes ne se contentaient pas de disséquer des grenouilles. Ils proposaient aussi des idées audacieuses, notamment l'émancipation de la femme conjointement à la transformation sociale. Dans son célèbre roman *Que faire ?*, Tchernychewski met en scène la révolte d'une femme contre son milieu, qui décide de fonder une coopérative avec l'homme de son choix. Thèse scandaleuse dans une Russie quasi-féodale. « *L'opinion était dressée contre les nihilistes, une huée de clameurs indignées et sarcastiques se leva : les expériences coopérativistes de l'héroïne furent ridiculisées, son désir de vivre avec l'homme aimé la firent traiter de catin. L'utopie qui est l'un des plus beaux moments du livre passa pratiquement inaperçue, sa portée et son amplitude ne furent même pas soupçonnées.* » (5).

« Criminel d'Etat »

Les jeunes qui s'enthousiasmaient pour ces idées étaient représentés comme des êtres brutaux et par là inquiétants. Déjà dans *Père et fils*, le personnage quasi-diabolique de Bazarov est assassiné. Le pouvoir finit par attribuer aux nihilistes l'agitation grandissante. Ainsi, en 1861, on les accuse d'être responsables d'une émeute à Petersbourg au cours de laquelle le marché Apraxine fut incendié. L'année suivante, Tchernychewski est arrêté et condamné après un procès truqué. Il est exposé en place publique avec la pancarte « Criminel d'Etat », puis déporté. Il n'en sortira que pour mourir.

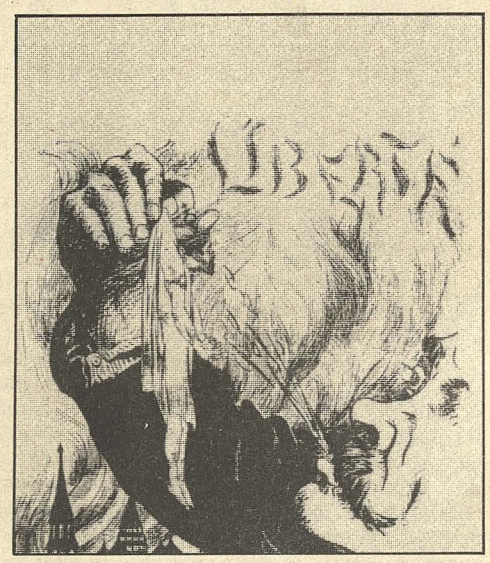
La jeunesse russe se lance dans l'action terroriste et des groupes tentent à plusieurs reprises d'assassiner le tsar. Camus médita longuement dans *L'homme révolté* sur l'un de ces attentats, celui de Karakozov. Ce n'était plus vraiment « le » nihilisme, mais des thèmes repris par une autre génération. Un autre courant plus concret, le populisme, n'allait pas tarder à occuper le devant de la scène. Le phénomène est, à notre avis, strictement circonscrit aux années 1860, même si le message a pu se transmettre.

Le leg des nihilistes à la pensée révolutionnaire

Le leg des nihilistes à la pensée révolutionnaire est considérable et fait l'objet de certaines convoitises. Il faut savoir que le roman de Tchernychewski, *Que faire ?*, eut un tel impact que des penseurs aussi différents que Lenine, Bakounine et Tolstoï reprirent ce titre en hommage pour une de leurs œuvres. Actuellement, le régime soviétique tente de récupérer le nihilisme. Comme ils avaient violemment critiqué l'esthétisme gratuit et « *l'art pour l'art* », le stalinien Jdanov s'en est servi pour défendre le réalisme socialiste (6). Le détournement est manifeste, puisque les critiques des nihilistes s'inscrivaient dans un contexte très particulier, celui du romantisme et des dandys.

De même, ils cherchèrent à faire de Tchernychewski un prémarxiste en raison de son matérialisme mais celui-ci, très ouvert à la philosophie européenne, n'avait pas lu une ligne de Marx et n'en avait pas besoin pour élaborer son œuvre, très différente. Cela stupéfait ces marxistes. Il semble que leur tentative de récupération soit due à des motifs nationalistes pan-russes.

Il est certain que le nihilisme n'a pas non plus d'affinités avec l'anarchisme. Kropotkine fut nihiliste dans sa jeunesse et raconte, dans ses mémoires, comment lui et d'autres adolescents essayaient de copier l'attitude franche et scientiste du nihilisme. Ce passé, avec lequel il



rompit ensuite, explique peut-être son indulgence à l'égard de ce mouvement et son goût pour la recherche scientifique !. Le nihilisme ne doit pas être confondu avec l'anarchisme. Au contraire de celui-ci, il délaissait le projet de société pour lui préférer le comportement et la façon de penser. Ces idéaux sympathiques, mais insuffisants, expliquent à la fois le succès et l'absence de postérité de ce mouvement révolutionnaire.

Yves
(Gr. Flores-Magón)

(1) C'est l'écrivain Tourgéniev qui leur donna ce nom par dérision.

(2) Cité par Wanda Bannour, Les nihilistes russes, *éditions Aubier-Montaigne, en vente à la librairie du Monde libertaire (75 F). Attention aux erreurs chronologiques, mais ce recueil de textes est néanmoins indispensable.*

(3) A. Camus, L'homme révolté, *éditions Gallimard, en vente à la librairie du Monde libertaire (29 F).*

(4) Tourgéniev, Père et fils, *disponible en Livre de poche.*

(5) W. Bannour, op. cit.

(6) Jdanov, Rapport sur les revues Zverda et Léningrad, *Moscou, 1946.*

Point de vue sur les nihilistes

TOUT d'abord, le nihiliste déclarait la guerre à tout ce qu'on peut appeler « *les mensonges de la société civilisée* ». La sincérité absolue était sa marque distinctive et, au nom de cette sincérité, il renonçait et demandait aux autres de renoncer aux superstitions, aux préjugés, aux habitudes et aux mœurs que leur propre raison ne pouvait justifier. Il refusait de se plier devant toute autre autorité que la raison, et dans l'analyse de chaque institution ou habitude sociale, il se révoltait contre toutes sortes de sophismes plus ou moins déguisés.

Il rompit naturellement avec les superstitions de ses pères, et ses idées philosophiques furent celles du positivisme, de l'agnoticisme, de l'évolutionnisne à la façon de Spencer ou du matérialisme scientifique ; et tandis qu'il n'attaquait jamais la foi religieuse simple et sincère, lorsqu'elle est une nécessité psychologique de l'être sensible, il combattait violemment l'hypocrisie qui pousse les gens à se couvrir du masque d'une religion, qu'ils jettent à chaque instant pardessus bord comme un fardeau inutile.

La vie des peuples civilisés est pleine de ces petits mensonges conventionnels. Quand les gens, qui ne peuvent se supporter, se rencontrent dans la rue, ils prennent un air radieux et sourient de joie ; le nihiliste restait froid et ne souriait qu'à ceux qu'il était vraiment heureux de rencontrer. Toutes ces formes de politesse extérieure qui ne sont que pure hypocrisie lui répugnaient et il affectait une certaine rudesse de manières pour protester contre la plate amabilité de ses pères (...).

L'art était soumis avec la même rigueur à cette critique négative. Ces continuels bavardages sur la beauté, l'idéal, l'art pour l'art, l'esthétique, etc., auxquels on se livrait si volontiers alors que tout objet d'art était payé avec l'argent extorqué à des paysans affamés ou à des ouvriers mal rétribués, et que

le soit-disant « culte de la beauté » n'était qu'un masque destiné à couvrir la plus vulgaire corruption de mœurs ne lui inspirait que du dégoût (...).

Tout mariage sans amour, toute familiarité sans amitié étaient condamnés. La jeune fille nihiliste, contrainte par ses parents de jouer le rôle d'une poupée dans une « maison de poupées », et de faire un mariage d'argent, préférait quitter sa maison (...) et allait à l'université pour pouvoir vivre d'une vie indépendante (...)

Le nihiliste portait cet amour de la sincérité jusque dans les plus minces détails de la vie de tous les jours. Il rejetait les formes conventionnelles du langage de la société et exprimait ses opinions simplement et sans fard et même en apparence avec une certaine affection de rudesse. (1)

Kropotkine

(1) Kropotkine, Autour d'une vie, *Ed. Stock.*

L'œuvre théorique des nihilistes

L'œuvre théorique des nihilistes russes est très mal connue car les éditeurs lui préfère le terrorisme, plus « rentable ». Outre l'anthologie de Wanda Bannour (déjà citée en note), le lecteur pourra se reporter à l'édition en Poche de *Que faire ?*, par Tchernychewski (éditions du Progrès, Moscou). Les Soviétiques ont malheureusement le monopole des publications de Tchernychewski. Les préfaces sont souvent discutables. Les œuvres de Tchernychewski (douze volumes), de Dobrolioubov (trois volumes), de Pisarev (trois volumes) ont été édité par les Belles-lettres (Moscou).

Le roman d'Oscar Wilde (*Vera et les nihilistes*) s'inspire d'événements postérieurs. Enfin la réflexion la plus intelligente sur le nihilisme est celle d'Albert Camus (*L'homme révolté*, Gallimard), mais qui argumente, elle aussi, sur les attentats plutôt que sur le mouvement d'idées.

Yves (Gr. Flores-Magón)

souscrivez... abonnez-vous... souscrivez... abonnez-vous... souscrivez.